



UvA-DARE (Digital Academic Repository)

Le roi et l'exil

Les relations de Charles de Gaulle avec les Juifs jusqu'en 1940

Foucaud-Royer, E.A.J.

Publication date

2019

Document Version

Other version

License

Other

[Link to publication](#)

Citation for published version (APA):

Foucaud-Royer, E. A. J. (2019). *Le roi et l'exil: Les relations de Charles de Gaulle avec les Juifs jusqu'en 1940*. [Universiteit van Amsterdam].

General rights

It is not permitted to download or to forward/distribute the text or part of it without the consent of the author(s) and/or copyright holder(s), other than for strictly personal, individual use, unless the work is under an open content license (like Creative Commons).

Disclaimer/Complaints regulations

If you believe that digital publication of certain material infringes any of your rights or (privacy) interests, please let the Library know, stating your reasons. In case of a legitimate complaint, the Library will make the material inaccessible and/or remove it from the website. Please Ask the Library: <https://uba.uva.nl/en/contact>, or a letter to: Library of the University of Amsterdam, Secretariat, Singel 425, 1012 WP Amsterdam, The Netherlands. You will be contacted as soon as possible.

Chapitre 1. Les années 1920 : un officier réactionnaire ?

Affamée, violente, solitaire, sans Dieu : ainsi se veut la volonté du lion.

F. Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*

I. Charles de Gaulle maurrassien

I. 1. Les deux annonces

Un autre point de la mémoire gaullienne qui fut autant sinon plus débattu que la question du dreyfusisme familial, et que sous-tend nécessairement un positionnement culturel et politique face au judaïsme, fût-ce par défaut, consiste à savoir si les de Gaulle adhèrent ou non aux idées maurrassiennes. S'ils comptèrent au nombre des abonnés de l'*Action française*. S'ils épousèrent ou non les thèses du « nationalisme intégral » ; et si oui, jusqu'à quel point.

Dossier qu'il fut longtemps difficile d'aborder de face. Evidemment en raison de l'attitude de Charles Maurras pendant la guerre, et du procès qui en résulta, mais également parce que l'Action Française ne s'est jamais départie de son côté sulfureux. Ancrée très à droite, même au sein spectre de l'antidreyfusisme, le mouvement tient autant de *La Libre Parole* d'Edouard Drumont (dont elle se constitue concurrente à sa création en 1908) qu'au nationalisme certes très cocardier, mais néanmoins plus libéral, d'un Maurice Barrès. Conséquence directe de ce fait : comme tous les courants très marqués politiquement, il n'est pas toujours très facile d'identifier ses adhérents. C'est là un point qui ressort dès les premières années du mouvement, bien avant Vichy, la collaboration et la Shoah. Une note de la Préfecture de Police rédigée en 1915 signale ainsi : « A l'Action Française, si l'on affecte de dire que l'on a enregistré depuis la guerre de nombreuses adhésions appartenant à tous les grades, même aux plus hauts, on reste embarrassé quand il s'agit de donner des noms »³³¹. De fait, on compte bien des anonymes dans les listes de bienfaiteurs du mouvement parmi lesquels, notons-le d'emblée, on trouve un certain « Gaulle » qui contribue pour 10 francs aux efforts de « propagande » (on dirait aujourd'hui de communication) du journal en 1923³³².

³³¹ Note du 26 novembre 1915. Archives nationales, F/7/12863.

³³² *L'Action française*, 18 août 1923. Coïncidence, la une du même journal relate la mort du fameux Esterhazy, personnage clef de l'affaire Dreyfus, présenté comme « acheté par les Juifs, dont il était devenu l'homme de paille ».

Est-ce à dire que les de Gaulle professèrent le nationalisme intégral ? La garde rapprochée de la mémoire gaulliste a toujours nié une telle éventualité. « Il faut tordre le cou à cette notion qui revient sans cesse », s'offusquait naguère encore Alain Larcane, président du comité scientifique de la Fondation Charles de Gaulle et auteur d'un inventaire exhaustif de la culture gaullienne³³³. « Il n'y a aucun contact, aucune citation, aucune influence avec ce que j'appellerais l'Ecole "romaniste" (...). Il y a une opposition foncière entre le Méridional, le Provençal qu'est Maurras, royaliste de raison forcenée, royaliste athée, et cet homme du Nord aux origines très enracinées dans une terre chrétienne »³³⁴. Sur quoi Philippe de Gaulle renchérisait : « Ce journal n'entra jamais ni chez nous ni chez mon grand-père »³³⁵.

Jugement tranché provenant de personnalités éminentes et qui a le mérite d'être clair. On y souscrirait d'autant plus volontiers qu'il rejoint, de l'autre côté du spectre, celui des maurrassiens d'après-Guerre désireux d'expurger de leur mémoire le « traître » de 1940³³⁶, celui à cause de qui leur maître passa sous des verrous la dernière partie de son existence³³⁷.

Malheureusement, les sources de première main opposent un démenti formel à cette version trop lisse des événements. Et en fait de sources, nulle n'est plus autorisée que *L'Action française*, dont la lecture suffit à elle seule à présenter les faits sous un tout autre jour. Ouvrons le journal à la date du 11 décembre 1920, on y trouve cet encart :

On annonce de Calais les fiançailles de Mlle Yvonne Vendroux avec le capitaine Charles de Gaulle, chef de cabinet du général Niessel, à Varsovie, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de la croix de guerre et de la croix de l'Ordre polonais « Virtuti Militari ».³³⁸

Douterait-on que cette annonce fut publiée avec l'accord des principaux intéressés ? Une seconde annonce, à un peu plus d'une année de là (22 janvier 1922), permet de dissiper tous les scrupules :

Le capitaine de Gaulle et Mme, née Vendroux, sont heureux de faire part de la naissance de leur fils Philippe.³³⁹

³³³ Alain Larcane, *De Gaulle inventaire*, Paris : Bartillat, 2003.

³³⁴ Fondation Charles de Gaulle, *De Gaulle, la jeunesse et la guerre*, op. cit., p. 120. M. Larcane, qui s'est distingué par un inventaire exhaustif de la culture gaullienne (*de Gaulle inventaire*, op. cit.) répondait à une question d'Eric Roussel. Odile Rudelle, tentait une conciliation en ces termes : « l'université républicaine (...) n'a guère compris la philosophie du Général, issu d'un monde constitutionnel très antérieur qui (...) renouait avec la philosophie constitutionnelle de l'Edit de Nantes qui est le véritable angle mort de la tradition républicaine du XX^e siècle. Quand surgit de Gaulle, les concepts enseignés par l'université post-dreyfusarde se sont montrés trop courts pour situer l'homme dans sa profondeur historique » (p. 121).

³³⁵ Michel Tauriac, *De Gaulle avant de Gaulle, la construction d'un homme*, Paris : Plon, 2013, p. 47.

³³⁶ Louis-François Auphan, Une légende : Charles de Gaulle maurassien, *Cahiers Charles Maurras*, 1971 (n° 39).

³³⁷ Maurras sera incarcéré dès l'issue de son procès, principalement à la maison centrale de Clairvaux où il poursuivra ses activités littéraires. En 1952, il bénéficiera d'une grâce médicale du Président Auriol et s'éteindra la même année à la clinique de Saint-Symphorien-lès-Tours.

³³⁸ *L'Action française*, 11 décembre 1920.

L'ironie n'est pas mince de voir un homme, Philippe de Gaulle, repousser à toute force l'idée d'une collusion avec le journal de Charles Maurras tout en trouvant pour ainsi dire son acte de naissance sociale dans les colonnes dudit journal. A telle enseigne qu'on est en droit de se demander s'il en fut lui-même informé. Car le moins curieux, dans cette affaire, n'aura pas été que les deux annonces reproduites ci-dessus soient passées absolument inaperçues jusqu'à ce jour.

Ce qu'elles permettent de dire de manière irréfutable, sauf à abdiquer de sa raison critique, c'est que Charles de Gaulle et sa famille n'ont pas été, de tous temps, des opposants farouches du maurrassisme, mais qu'ils se sont au contraire affichés ouvertement dans son sillage, au moins à une époque donnée.

Pour le débat, ces éléments arrivent trop tard et c'est heureux. Il y a longtemps, comme on verra, que la réalité du maurrassisme gaullien ne fait plus vraiment débat parmi les historiens. Mais il ne sera plus jamais possible après cela, fût-on un représentant officiel des études gaulliennes et l'heureux possesseur d'archives jalousement conservées, d'affirmer que *L'Action française* n'entra jamais au domicile familial. C'est donc pour l'histoire que ces annonces ont leur importance, en ce qu'elles permettent d'étayer la position de ceux qui, de longue date, ont noté le décalage évident qui existe entre histoire gaullienne et mémoire gaulliste, et qui, déjà au fait des « étranges vérités » propagées par l'amiral Philippe de Gaulle pour cultiver l'héritage symbolique de son père, s'étaient insurgés au lendemain de la publication de ses deux nouveaux tomes de souvenirs, en 2005, contre ce qu'il faut bien appeler une vision idéalisée, sinon idéologique, des événements³³⁹.

Il n'est certainement pas évident d'être le fils d'un grand homme. A tout prendre, le sort de Philippe de Gaulle reste infiniment plus enviable que celui – pour prendre un exemple comparable – de Randolph Churchill. Le malheur est que cet homme au demeurant cordial³⁴⁰ ait gardé jusqu'à ce jour la haute main sur les publications officielles touchant la mémoire paternelle, amputant cette dernière d'une part de son humanité. Si le respect filial est certainement une chose estimable, on est en droit, à tant de temps des faits, d'attendre autre chose de l'historiographie qu'une chambre d'enregistrement de combats mémoriels. A plus forte raison lorsque la version proposée vient contredire aussi brutalement des archives publiques.

³³⁹ *L'Action française*, 22 janvier 1922. Philippe de Gaulle était né le 28 décembre précédent.

³⁴⁰ Dans sa livraison de mars-avril 2005, la revue *Le débat* (n°134) publiait les articles d'un collectif d'historiens de haut vol – Eric Roussel (Les étranges vérités de l'amiral de Gaulle), Jean Lacouture (Un général bleu et blanc), et Pierre Nora (Du général à l'amiral) – en réaction aux nouveaux souvenirs de Philippe de Gaulle parus sous forme dialoguée un an auparavant (*De Gaulle mon père, op. cit.*).

³⁴¹ Les témoignages recueillis confirment tous l'extrême civilité du personnage, son exactitude et la constance avec lequel il a porté la mémoire des siens.

Car c'est un fait que la carrière de Charles de Gaulle, contrairement à celle de son père, va prendre un tel relief à partir des années 1920 qu'elle peut être reconstituée avec fidélité, parfois même avec précision. Pour ce qui est d'une adhésion à l'Action Française, quantité de données factuelles, corroborées par de nombreux témoignages, font en effet que cet épisode est bien plus aisé à rétablir dans une juste perspective que ne l'était la question de l'antidreyfusisme paternel. La seule question qui se pose véritablement ici est donc d'établir à quelle date, de quelle manière et jusqu'à quel point un Charles de Gaulle trentenaire a prêté foi aux idées maurrassiennes. Non pas la question du fait, donc, mais la question du sens. Le point, bien sûr, étant de déterminer dans quelle mesure ce rapprochement a pu peser dans une vision personnelle du judaïsme et des Juifs.

I. 2. Les de Gaulle Action Française ?

Qu'il soit permis avant cela, puisque le bon sens a été à ce point malmené, d'en revenir aux faits. Ils confirment ce qui a été déjà abondamment développé plus haut : à savoir qu'une culture politique, à cette époque et dans ce milieu, constitue avant tout un héritage. Et qu'à l'évidence les de Gaulle, comme beaucoup familles de leur entourage, se sont trouvés en phase avec le noyau du maurrassisme qu'on peut faire reposer *a minima* sur quatre piliers : philosophique (la vision identitaire du monde à travers le prisme national à l'extérieur, régionaliste à l'intérieur), politique (le primat de l'ordre et la raison d'Etat), culturel (l'esthétique d'une langue épurée axée sur la pratique des Anciens et des classiques français³⁴²), et social (mettant en jeu réseaux humains et sentiment de classe).

C'est donc sans surprise qu'on trouve périodiquement leur nom dans les colonnes de *L'Action française*. Et non seulement celui de Charles, comme on a pu le voir, mais également ceux de ses trois frères : Jacques (dont les fiançailles sont annoncées en 1921³⁴³), Xavier (dont le décès de sa femme, « fille de notre collaborateur et ami Pierre Gourdon » – on se souvient qu'il fut aussi celui de *La Croix* – est mentionné en 1925³⁴⁴), et Pierre (dont la naissance de son fils Olivier est annoncée en 1930³⁴⁵). Quant à Henri de Gaulle, il n'a plus l'âge de défrayer la chronique mondaine comme il avait pu le faire jadis dans d'autres titres de la presse catholique et bourgeoise : *L'Univers*, *La Croix*, *Le Figaro* ou *Le Gaulois*, qui constituent plus certainement son monde. Il apparaît cependant par le truchement de son établissement, régulièrement indiqué au milieu du « Cortège traditionnel » de Jeanne d'Arc,

³⁴² Le collège de l'Immaculée-Conception fait partie du paysage de *L'Action française*, comme du reste de la presse catholique avant lui. Le 24 septembre 1909, par exemple, le journal s'émerveille que ce « refuge des belles études classiques, à présent que l'enseignement moderne de l'Etat s'en désintéresse de jour en jour davantage », ait eu « la hardiesse de représenter, dans le texte antique [c'est-à-dire en grec], l'*Antigone* de Sophocle (...) comme un retour à la tradition des vieilles classes d'humanité ». « Le choix était heureux de cette pièce (...) faisant passer les lois divines avant les lois civiles ».

³⁴³ *L'Action française*, 20 mars 1921.

³⁴⁴ *L'Action française*, 21 mai 1925.

³⁴⁵ *L'Action française*, 14 octobre 1930.

ce grand rassemblement antirépublicain que revendique à son actif l'Action Française et qui connut ses heures de gloire après 1914 – date à laquelle l'école Fontanes, justement, commence à y apparaître³⁴⁶.

Fontanes : qu'est-ce que ce nom, d'ailleurs, sinon un signal royaliste ? Aujourd'hui oublié, le marquis de Fontanes est alors reconnu comme une incarnation tardive du grand style français. Grand-maître de l'université sous Napoléon, partisan de la Monarchie puis ministre et Pair de France sous Louis XVIII, il était à ce titre bien connu des cercles de l'« A.F. ». Si bien connu qu'une « Union Royaliste Fontanes » (sans lien avec l'école du Père de Gaulle) apparaît plusieurs fois dans le journal de Maurras au tournant des années 1910. Placée sous la présidence d'honneur de Maxime Real del Sarte, des Camelots du roi, elle clôtura ses séances par ce cri : « A bas la République ! Vive le Roi ! »³⁴⁷

On a pu dire que Henri de Gaulle aurait été un lecteur assidu de *L'Action Française* jusqu'à la condamnation du journal par les autorités papales en décembre 1926. Connaissant le caractère de « saint laïque » de ce vieux professeur, dans la lignée de Kolb-Bernard, la chose a toutes les chances d'être authentique. Eric Roussel a transcrit un témoignage d'Edouard Bonnefous, ancien ministre et membre de l'Institut, mais surtout ancien du cours Fontanes, qui retrace la résiliation de cet homme « très religieux », qui « servait tous les matins la messe à Saint-Thomas-d'Aquin et souhaitait qu'on la servît avec lui », comme une véritable « crise de conscience ». Preuve que l'articulation complexe entre le politique et le religieux, à l'époque moderne, ne fut pas le souci des seuls Juifs. « Aux termes de la prise de position du Vatican », rappelle Bonnefous, « on ne pouvait plus communier si on lisait *L'Action française*. Pour le père du général la situation était dramatique ; contrairement à beaucoup de lecteurs de Charles Maurras, il décida de ne plus lire le journal. Cette décision avait fait l'objet d'une discussion en famille »³⁴⁸.

I. 3. Charles de Gaulle lecteur de *L'Action française*

Charles de Gaulle suivit-il l'exemple paternel ? Tout porte à croire que non. A 36 ans, il a atteint un âge où l'on est en mesure de faire ses choix. Or les siens le rapprochent

³⁴⁶ Alors que l'Action Française et son journal, participant à l'Union sacrée, connaissent leur apogée, Maurice Pujo retrace l'histoire du rassemblement dans une série de feuilletons couvrant plusieurs numéros. *L'Action française* du 15 mai 1920 décrit le rassemblement de 1914 comme un des mieux réussis, et rappelle les origines difficiles de cette manifestation : « Pendant les années où il avait fallu se battre, non seulement on nous avait laissé nous battre seuls, avec la vaillante jeunesse des Ecoles à nos côtés, mais encore certains politiciens libéraux, certains groupes “républicains patriotes” n'avaient pas manqué de blâmer notre initiative ». En 1915, la mort au combat d'un dénommé Jean Challamel, qui représentait l'Ecole Fontanes au cortège traditionnel de Jeanne d'Arc, est l'occasion de mentionner l'école (1^{er} juin 1920). Plus tard, alors que le cortège tendra à lui échapper, Pujo tient à souligner que la jeunesse des écoles reste dans l'esprit des origines du rassemblement créé en 1909, qu'il range sous l'appellation très claire de « cortège traditionnel » par opposition avec les autres composantes greffées plus tardivement (6 mai 1927).

³⁴⁷ *L'Action française*, le 15 mars 1909.

³⁴⁸ Eric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.* p. 13.

davantage des catholiques pratiquants – voire des ecclésiastiques – qui, gallicanisme oblige, ne se sentirent pas toujours liés par une décision politique émanant de l'évêque de Rome. D'autant que les positions très antigermaniques de Charles Maurras n'étaient pas en faveur au Vatican, alors en pleine négociation d'un concordat avec l'Allemagne par l'intermédiaire de son nonce Mgr Pacelli, le futur pape Pie XII. Les questions dogmatiques ne furent donc pas seules en jeu.

Quant à présenter comme un fossé infranchissable la distance qui sépare l'athéisme réactionnaire de Maurras, du dogmatisme conservateur tel que le professent bien des ministres du culte, jusqu'à ceux évoluant dans le giron même du Saint-Siège, cela ne rend pas compte de la réalité. « Pour le jésuite Pedro Descoqs », écrit *L'Univers israélite* en 1911 (et on se souviendra à bon droit de l'amitié qui avait lié le Père du Lac à Drumont), « les idées de M. Maurras ne sont pas des idées fausses, ce sont des idées “mutilées” ». Par conséquent leur auteur, loin de faire figure de brebis égarée, apparaîtrait « presque un de ses fils »³⁴⁹. On sait du reste que la condamnation papale, de moins en moins suivie, finira par être levée après l'élection de Pie XII en 1939.

De nombreuses sources nous montrent que Charles de Gaulle demeura bien lecteur, et lecteur assidu, du quotidien royaliste après sa mise à l'index par Pie XI en 1926.

Un certain Jacques Ragot, muté au 19^e Bataillon de Chasseurs chargé d'occuper la Sarre, à Trèves, a peint le portrait de celui qui fut le commandant de cette unité d'élite entre 1927 et 1929. Il en ressort un de Gaulle haut en couleurs, aussi impeccable dans son commandement qu'orgueilleux et cassant dans les rapports humains – un chef, en un mot, tel qu'on en trouve dans *Le Fil de l'épée*. Or, affirme Ragot, non seulement cet homme-là « lisait quotidiennement “L'Action Française” », mais « le journal restait toujours en bonne place sur son bureau ». Sur quoi l'auteur conclut que de Gaulle « n'était certainement pas républicain. Il a crié “Vive la République” comme il a crié “Vive l'Algérie Française” par opportunité »³⁵⁰.

Témoignage méconnu, dans lequel transparaissent certes quelques ressentiments tardifs d'un partisan de l'Algérie française, mais dont il n'y a pas lieu de mettre en doute la sincérité. Un autre de la même teneur a été légué par la « très franche, intelligente et bonne » Mme Cailliau, la propre sœur de l'intéressé, à Paul Reynaud³⁵¹ à la toute fin de la guerre : « Charles était monarchiste (...) il défendait Maurras jusqu'à en avoir les larmes aux yeux (...) Mais, au moment de Munich, il a désapprouvé entièrement l'attitude de Maurras et quand

³⁴⁹ *L'Univers israélite*, 8 décembre 1911, p. 397.

³⁵⁰ Jacques Ragot, *De Gaulle, la légion, l'Algérie, Souvenirs d'un officier*, Edition à compte d'auteur, 1984, pp. 15-16.

³⁵¹ Personnalité politique majeure de l'entre-deux-guerres, opposé aux accords de Munich, Paul Reynaud (1878-1966) rencontre Charles de Gaulle en 1934 et se fait le relais de ses conceptions stratégiques sur les chars. C'est lui qui, devenu Président du Conseil, nommera de Gaulle Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre le 5 juin 1940, avant de lui confier des fonds pour partir s'installer à Londres une fois l'armistice annoncé.

je lui ai demandé, raconte-t-elle, si c'était grave pour la France, il m'a répondu : « C'est irréparable. »³⁵² Une autre voix qui ne dira pas autre chose, c'est celle de Christian Pineau, résistant socialiste qui occupera des fonctions ministérielles sous le Gouvernement provisoire et sous la IV^e République. Il est cité ici par André Gillois (alias Maurice Diamantberger³⁵³) : « le général avait reconnu devant lui qu'il avait été inscrit à l'Action française et qu'il s'était rallié à la République pour ne pas aller contre le sentiment des Français »³⁵⁴.

Les rares archives de première main à nous être parvenues sur ce sujet, malgré leur absence notoire de l'imposant corpus des *Lettres, notes et carnets* (ensemble rassemblé « selon les directives de l'amiral Philippe de Gaulle »³⁵⁵), vont elles aussi dans le même sens.

On sait qu'en 1924, de Gaulle envoya à Maurras un exemplaire de sa *Discorde chez l'ennemi* tout juste parue aux éditions Berger-Levrault. Sa dédicace est sobre : « A Charles Maurras. Respectueux hommage. 24 mars 1924. C. de Gaulle »³⁵⁶, mais relevée d'une citation du cardinal de Retz destinée à souligner une communauté de pensée, de culture et de goût : « Les lois désarmées tombent dans le mépris, les armes insoumises aux lois tombent dans l'anarchie »³⁵⁷. Il est vrai que la naissance d'Elisabeth de Gaulle, le 15 mai de la même année, ne figure pas dans l'organe royaliste. Seconde naissance, qui plus est féminine (dans un milieu qui discrimine nettement les rôles de genre), on peut comprendre qu'elle avait moins de chances d'y apparaître. Même s'il est probable que l'entrée qu'il fait sur la scène publique cette année-là, et aussi sa sortie mouvementée de l'École de guerre, ait fait prendre conscience à son auteur de la nécessité de préserver son image de tout engagement ostentatoire.

Toujours est-il qu'en 1934, une autre lettre envoyée à son ancien élève Hubert de Lagarde, actif au sein du mouvement royaliste, montre qu'il n'était toujours pas dédaigneux de l'appui d'un homme qui faisait alors figure dans son milieu d'autorité morale : « Monsieur Charles Maurras apporte son puissant concours à l'Armée de métier. Au vrai, il y a longtemps qu'il le fait, tout au moins par le corps de ses doctrines. Voulez-vous me dire s'il a lu mon livre que j'ai eu l'honneur de lui adresser au mois de mai ? Je désirerais beaucoup le savoir »³⁵⁸.

Un intérêt prolongé pour le journal de Charles Maurras paraît encore une fois bien difficile à mettre en doute au vu de tous ces éléments. Il en va autrement de la chronologie, en revanche, qui peut prêter à discussion. De quelle période parle-t-on pour une rupture, puisque rupture il y eut ? De septembre 1938, comme le suggère Marie-Agnès Cailliau ? Dès après

³⁵² 24 avril 1945. Paul Reynaud, *Carnets de captivité 1941-1945*, Paris : Fayard, 1997, p. 367.

³⁵³ Homme de plume et d'écran, André Gillois (1902-2004) fut porte-parole du général de Gaulle à Londres. Il est le frère de Marcel Diamant-Berger.

³⁵⁴ Témoignage du 19 novembre 1971. André Gillois, *Histoire secrète des Français à Londres*, Paris : Hachette, 1973, p. 299.

³⁵⁵ *LNC I*, p. I.

³⁵⁶ La citation de Retz, effectuée de mémoire, n'est pas exacte. Jean-Raymond Tournoux, *Pétain et de Gaulle, op. cit.*, p. 164.

³⁵⁷ La citation, tronquée, sera reprise dans l'avant-propos du *Fil de l'épée*.

³⁵⁸ Lettre du 14 juin 1934 (collection Olivier de Lagarde) citée par Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, p. 370.

1924 ? Ou bien seulement le 18 juin 1940 ? Tout porte à croire en vérité, ce que révèlent les autres sources, que l'affranchissement du maurrassisme s'est opéré de manière très graduelle pendant l'entre-deux-guerres.

I. 4. De Gaulle vu par *L'Action française*

Côté royaliste, la sympathie évidente témoignée au jeune officier avant le 18 juin 1940 doit maintenant être considérée. Celle-ci remonte officiellement à 1935, lorsque Maurras, après lecture d'un plaidoyer pour l'armée de métier publié par de Gaulle dans *La Revue hebdomadaire*³⁵⁹, prend la mesure (étonnement tardive, mais enthousiaste) de ce singulier personnage. Il devait revenir quelques années plus tard sur ce moment singulier : « quelle confirmation de nos idées les plus générales sur l'armée (voir notre *Dictateur et roi*) ! »

Signe évident que les deux hommes ont décidément bien des choses à partager. Tous deux professent une même foi pour l'histoire et la continuité institutionnelle, un même amour pour l'ordre, un même mépris pour les Lumières. Que ce soit la distinction subtile entre « pays légal » et « pays réel », avec laquelle de Gaulle flirtera plus d'une fois (comme avant lui Kolb-Bernard ou Henri de Gaulle) dans la plus pure tradition bonapartiste, ou cette articulation bien nette du collectif et de l'individuel proposée par Maurras dans le *Dictateur et roi* : « L'autorité en haut, les libertés en bas »³⁶⁰ – la parenté est là, et ne trompe pas.

Le plus étonnant, pour tout dire, n'est pas que ce militaire entreprenant ait été un lecteur attentif de *L'Alliance française* pendant l'entre-deux-guerres, mais que « jusqu'en 1940 », comme l'écrira Maurras dans le même article écrit daté du 1^{er} juin 1940, « le nom de de Gaulle circulera rarement dans [son] journal ». Le champion du royalisme s'en explique en faisant valoir que « sa thèse semblait suffisamment contraire à la bêtise démocratique, à la philosophie de la quantité et suffisamment fondée sur le règne de la qualité, pour ne point ajouter à ces tares intrinsèques la tare extrinsèque de notre appui. Mieux valait ne pas compromettre quelqu'un que, déjà, ses idées compromettaient toutes seules. Nous gardâmes donc le silence qui nous paraissait dû à une pensée dont la France, malgré son régime, pouvait avoir le grand profit »³⁶¹.

Ainsi présentée, à vrai dire, cette analyse n'est que partiellement juste. Que Maurras se soit personnellement empêché de mentionner de Gaulle pendant les années 1930 est une chose. Que le nom de ce dernier n'ait circulé « rarement » dans son journal en est une autre. Loin d'être un inconnu, de Gaulle a bénéficié d'une couverture certes limitée, mais régulière,

³⁵⁹ Charles de Gaulle, Comment faire une armée de métier, *La Revue hebdomadaire*, janvier 1935, repris dans *FE*, pp. 551-562.

³⁶⁰ « Dans le vieux document intitulé *Dictateur et Roi* », affirmera Maurras au tout début du régime de Vichy, « on disait : ‘L'autorité en haut, les libertés en bas’, et, ma foi, pour être un peu brève, la formule n'a pas cessé de correspondre aux réalités ». *L'Action française*, 22 septembre 1940.

³⁶¹ *L'Action française*, le 1^{er} juin 1940.

dans l'organe de Charles Maurras ; et mis à part quelques chroniques contradictoires – notamment celles qui parurent sous les signatures de « Trézène » et de « Video »³⁶², qu'on a parfois considérées, à tort, comme des prête-noms gaulliens – c'est dans l'ensemble une opinion très favorable qui s'en dégage³⁶³.

Si l'on excepte la mention régulière de son nom dans la rubrique militaire, au milieu de nombreux autres, Charles de Gaulle fait son entrée dans les colonnes de *L'Action française* en 1932, au moment où il publie *Le Fil de l'épée*. Situé à la croisée de l'armée et de l'Etat, l'ouvrage se lit comme une théorie du pouvoir, peinte à fresque, et tout entière peuplée par les grands hommes. Un véritable manifeste du gaullisme avant la lettre. L'auteur passera sa vie à confronter ce premier jet à la réalité, à assouplir son personnage, à nuancer ses positions, mais sans jamais se détacher de son premier propos. La critique que lui accorde *L'Action française* est courte, mais bienveillante : « Les idées qu'il exprime soulèveront sans doute quelques contradictions ; elles ne sauraient, en tout cas, laisser indifférents ceux qui s'intéressent à l'armée et aux questions militaires »³⁶⁴. De Gaulle a commencé à se faire un nom.

C'est la transformation réussie de ce premier essai, deux ans plus tard, qui va lui faire gagner véritablement les faveurs des maurrassiens. L'évolution de la situation y a aussi sa part. 1934, en effet, est une année éprouvante pour le pays qui, secoué coup sur coup par la crise économique et les affaires politico-judiciaires, restera marqué par les émeutes sanglantes du mois de février. C'est donc une année faste pour le mouvement de Charles Maurras, qui après les années de vache maigre consécutives à la condamnation papale affiche désormais une santé retrouvée. 60 000 adhérents, et un tirage de 200 000 exemplaires au mois février³⁶⁵ ; cela peut paraître peu comparé aux centaines de milliers de copies vendues quotidiennement par les plus gros tirages, mais est considérable si l'on tient compte de la nature contestataire de ce journal. *L'Action française* n'est certainement pas le seul, ni même le pire organe antisémite et monarchiste du moment ; il n'en est pas moins le plus prestigieux. Son influence s'étend bien au-delà de son tirage réel qui retombera du reste rapidement : 72 000 copies deux ans plus tard³⁶⁶.

Du côté de Charles de Gaulle, les choses ont également évolué. *Vers l'armée de métier*, en 1934, n'est plus seulement l'ouvrage d'un écrivain militaire, c'est-à-dire d'un homme qui « continue avec éclat une longue tradition française où les hommes de guerre [d'Alfred de

³⁶² Jean-Raymond Tournoux (*Pétain et de Gaulle, op. cit.*, p. 164) relate ce fait auquel il n'attribue à juste titre « aucune réalité ».

³⁶³ Quelques exemples pourront être trouvés dans les journaux de 1934 (10 novembre), de 1935 (25 janvier, 1^{er} mars, 17 février et 25 août), de 1938 (9 janvier). Et on ne compte pas les encadrés publicitaires faisant la promotion de l'auteur.

³⁶⁴ *L'Action française*, 24 juillet 1932.

³⁶⁵ Christian Delporte, Claire Blandin et François Robinet, *Histoire de la presse en France, XX-XXI siècles*, Paris : Armand Colin, 2016.

³⁶⁶ Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France, op. cit.*, p. 29.

Vigny à Ernest Psichari] ne dédaignent pas de poser l'épée pour saisir la plume »³⁶⁷. Un ton indéniablement plus politique ressort de son travail. Les maurrassiens ne s'y trompent pas. Comme le hasard fait parfois bien les choses, c'est Hubert de Lagarde qui est chargé d'en rendre compte dans les colonnes de leur journal. Il a l'avantage de connaître l'auteur dont il a « gardé un souvenir émerveillé de la lucidité de son enseignement » à Saint-Cyr. Sa recension va prendre l'aspect d'un véritable panégyrique. « Historien militaire de haute valeur », écrit-il, « le lieutenant-colonel de Gaulle était particulièrement qualifié pour aborder, avec toute l'expérience du passé, l'étude des problèmes que pose l'heure présente »³⁶⁸.

Comme on ne change pas une formule qui marche, le même Lagarde lira aussi *La France et son armée* pour Charles Maurras, encensant d'un même mouvement un « écrivain militaire réputé pour l'originalité de ses conceptions et la clarté de ses exposés »³⁶⁹. Il est vrai que la partie était gagnée d'avance. Commande du maréchal Pétain, l'ouvrage peut être regardé comme le chef-d'œuvre de l'écriture gaullienne d'avant la guerre, voire même comme le prélude de ce chef d'œuvre absolu du genre que seront bien plus tard les *Mémoires de guerre*. On notera, en tout cas, qu'on ne trouve toujours pas trace d'une rupture, côté maurrassien, fin 1938.

I. 5. Le Cercle Fustel de Coulanges

L'Action française ne va pas se limiter à examiner les productions écrites d'un esprit qui ne compte pas sur sa seule plume pour promouvoir son personnage et ses idées. De Gaulle possède, dès les débuts, un sens de la carrière qui déborde très largement le cadre éditorial comme militaire. De même qu'en 1927 Pétain lui avait permis, alors jeune capitaine, de se produire à l'École de guerre au grand scandale de ses pairs³⁷⁰, de même va-t-il s'offrir le luxe de mettre en œuvre ses talents d'orateur dans le contexte bien plus ouvert de la Sorbonne. Et ce à trois reprises : à l'automne 1927, en mai 1934, en février 1935. Le nouveau vecteur de cette seconde ou troisième carrière sera le Cercle Fustel de Coulanges. Cénacle qui s'inspire de l'auteur de *La Cité antique* (1864), dont l'Action Française a accaparé l'héritage symbolique, et qui, créé et dirigé par des professeurs tout imprégnés de culture classique – Henri Boegner, Louis Dunoyer de Segonzac, mais aussi Daniel Halévy que de Gaulle fréquente³⁷¹ et qui publie à la même époque un éloge de *Vers l'armée de métier* dans la *Revue*

³⁶⁷ Pierre Messmer et Alain Larcen, *Les écrits militaires de Charles de Gaulle, essai d'analyse thématique*, Paris : Presses Universitaires de France, 1985, p. 7.

³⁶⁸ *L'Action française*, 1^{er} juin 1934.

³⁶⁹ *L'Action française*, 23 décembre 1938.

³⁷⁰ Ces conférences à l'École de guerre, portant sur l'action de guerre et le rôle du chef, le caractère et le prestige paraîtront ensuite sous une forme modifiée dans la *Revue militaire française* avant d'être reprises dans *Le Fil de l'épée*.

³⁷¹ Quatre lettres ont été publiées à celui que de Gaulle appelle « Mon cher maître » (*LNC I*, p. 801) dans la correspondance gaullienne entre 1934 et 1940.

*des deux Mondes*³⁷² – s’occupe alors de propager dans le milieu enseignant les thèses de Charles Maurras.

Ce Cercle se confond-il avec l’Action Française ? Si l’on en croit son président, Louis Dunoyer, il ne s’agirait là que d’un « groupement d’universitaires dont le nationalisme intégral a été l’initiateur, dont il est resté l’animateur, mais qui n’est fermé à aucun de ceux qui, sans vouloir se réclamer formellement de l’Action française, pensent trouver dans ses doctrines, notamment dans son antidémocratisme et dans son traditionalisme, une aide pour parer aux dangers que courent les trois ordres de notre enseignement »³⁷³. Dans les faits, la collusion est cependant totale. Et c’est tout naturellement que *L’Action française* va répercuter dans ses pages les prouesses d’éloquence et de culture qui constituent déjà la marque de Charles de Gaulle³⁷⁴ :

On a goûté précisément chez le colonel de Gaulle cette heureuse alliance, dont parlait M. Renouvin, entre l’esprit critique et l’esprit essentiellement militaire. Aux qualités de l’action, le conférencier sait unir celles de l’esprit. Une connaissance approfondie du sujet, une culture étendue, un choix d’exemples littéraires et historiques, anciens et modernes, servant non à orner mais à traduire une pensée ferme, prouvent que l’Université ne peut prétendre à se réserver tous les privilèges intellectuels. Les militaires peuvent aussi, quand il leur plaît, joindre à leur sens des réalités la capacité d’exprimer clairement des idées abstraites. Grâce à ces conférences militaires de la Sorbonne, un esprit nouveau semble animer cette antique demeure étonnée de rajeunir »³⁷⁵.

Nous sommes en 1935. Entre gaullisme naissant et maurrassisme triomphant, les choses semblent aller pour le mieux. Sans doute y a-t-il de bonnes raisons à cette entente. Car on saisit l’intérêt, pour un homme exclusivement dévoué au maréchal Pétain, par conséquent vulnérable, d’un rapprochement avec une personnalité de la trempe de Charles Maurras : multiplier les patronages est gage de liberté. Pour ce qui est de ce dernier, l’attention qu’il porte à Charles de Gaulle n’est pas non plus totalement dénuée d’intérêts si l’on considère la situation du nationalisme intégral. Profondément antidémocratique, le mouvement a peu de chances d’aboutir (Maurras suit de très près l’évolution de la situation en Italie pendant ces années) sans le soutien de l’armée. Jusqu’au milieu des années 1960, de Gaulle fera figure de

³⁷² *Revue des deux Mondes*, 1^{er} octobre 1934.

³⁷³ Cité par Jean Lacouture, *De Gaulle, 1*, op. cit., p. 142.

³⁷⁴ Les conférences de 1935 seront couvertes de la manière la plus élogieuse par *L’Action française* les 1^{er}, 2 et 4 février 1935. Notons enfin que « l’arrivée au pouvoir de De Gaulle le 13 mai 1958 [sera] vécue comme une nouvelle étape dans la vie du Cercle Fustel de Coulanges, l’occasion, pour la première fois de son existence, de se mettre au service du nouveau pouvoir en place, “de l’aider, au besoin de l’inciter à exercer sa puissance au service du bien public” ». Catherine Valenti, *L’Action française et le Cercle Fustel de Coulanges à l’école de l’Antiquité* (première moitié du XX^e siècle), *Anabases*, Toulouse : Université Toulouse II-Le Mirail, 4/2006, pp. 49-64.

³⁷⁵ *L’Action française*, 4 février 1935. Ironie de l’histoire, ce panégyrique prend place entre un article « Contre l’invasion des métèques » et un autre reproduisant les « Déclarations de M. Laval » en faveur du rapprochement franco-britannique.

vecteur, aux yeux des royalistes, de restauration monarchique. Par deux fois (une première fois en 1940 et l'autre en 1958-1962) leurs espoirs seront déçus. Nous n'en sommes pas encore là. Avant l'appel du 18 juin, l'Action Française perçoit de Gaulle comme un Mac-Mahon réussi, et en oublie toute prudence. Plusieurs articles dithyrambiques paraissent coup sur coup en 1940 : les 6 et 7 juin, sans signature ; le 9 juin sous les plumes respectives de Maurice Pujo et de Léon Daudet ; les 1^{er} et 6 juin, enfin, sous celle de Charles Maurras en personne. Gradus ad parnassum, faisceau vertigineux de signatures vers une apothéose dont personne, encore, ne s'aperçoit qu'elle est peinte en trompe-l'œil.

I. 6. Un compagnon de route du maurrassisme

Un nombre conséquent d'historiens, rejoignant sur un mode plus nuancé la position de l'amiral de Gaulle, ont hésité à présenter le Général comme un produit maurrassien.

Pour Michel Leymarie et Jacques Prévotat, auteurs d'un vaste panorama sur les milieux d'Action Française, « de Gaulle est plus sensible à Bainville qu'à Maurras (...) cette inclinaison intellectuelle, sous influence paternelle, n'est que de jeunesse, car le maurrassisme ne cheville pas la pensée politique gaullienne des années 20, sans nulle trace dans ses conférences de 1924 par exemple »³⁷⁶. Leur argumentaire repose tout entier sur un point : pendant tout l'entre-deux-guerres, Charles de Gaulle ne s'engagera jamais activement en faveur du mouvement. Non seulement il ne fera pas allégeance, mais il ne se référera même jamais ouvertement à Charles Maurras.

Certes. Mais outre que c'est gommer le *modus operandi* de ce stratège accompli passé maître dans l'art de jouer plusieurs parties de front, c'est également passer un peu vite sur plusieurs spécificités pratiques dont la première concerne ce qu'on appellerait aujourd'hui sa situation professionnelle.

Comme le stipule encore de nos jours le Code de la défense, le statut d'officier interdit en effet « d'adhérer à des groupements ou associations à caractère politique »³⁷⁷. Cette législation, conçue pendant la monarchie de Juillet afin de donner à l'Etat et aux institutions, alors sujettes à de fréquents changements de régime, la possibilité d'assurer la défense du territoire tout en apportant aux cadres militaires une garantie de carrière³⁷⁸, ne sera pas remise en cause avant le « non » appuyé du 18 juin 1940, suivi par l'obtention du droit de vote des militaires – un peu après celui des femmes – en 1945. En clair, pendant tout l'entre-deux-guerres, il régnait encore dans les rangs de ce qu'on ne nomme non sans raison la « grande muette » une certaine passivité face au pouvoir en place.

³⁷⁶ Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française, op. cit.*, p. 134.

³⁷⁷ *Code de la défense*, article L4121-3.

³⁷⁸ Voir Eric Duhamel, Olivier Forcade et Philippe Vial (dir.), *Militaires en République : les officiers, le pouvoir et la vie publique en France*, Paris : Publications de la Sorbonne, 1999, p. 24.

A cela vient s'ajouter que, aspirant depuis toujours aux plus hautes fonctions, de Gaulle savait mieux que quiconque ce qu'il risquait à déclarer ouvertement des sympathies avec une organisation royaliste, antimaçonnique et antisémite dans le contexte républicain, largement façonné par la Franc-maçonnerie et post-affaire Dreyfus qui était le sien. Cette bravoure bien inutile aurait pu lui valoir la stagnation hiérarchique, hantise du militaire de carrière, d'autant que pour sa part il avait déjà bien assez d'un tempérament malcommode et de vues iconoclastes sans ajouter à cela des problèmes partisans qui l'auraient définitivement relégué à l'arrière-scène. Le colonel Mayer, dont il sera bientôt question, allait fournir à cet égard un merveilleux exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

Enfin, il faut considérer que sur un plan philosophique, sinon psychologique, de Gaulle a toujours fait fort peu de cas de l'engagement partisan. Il ne conçoit ses opinions que dans le cadre du grand jeu politique qu'il voit en rêve depuis son plus jeune âge. Le général de Gaulle, à ses yeux, ne peut s'identifier qu'avec la France, sa figure ne prend de relief qu'en regard du pays dans toutes ses dimensions : humaine et symbolique, historique aussi bien qu'actuelle. Si le reste n'est pas nié, ce n'est qu'à la faveur d'une circonstance qu'il apparaît, ou bien alors en privé, notamment à la faveur de ces sautes d'humeur proverbiales qu'ont rapporté bon nombre de ses proches.

Tout cela étant posé, on comprend mieux ce qui empêcha Charles de Gaulle de prendre officiellement position pour Charles Maurras. Ce que ce dernier, comme on l'a vu, relève dans son article du 1^{er} juin 1940 en termes si exacts qu'il n'est pas impossible que les deux hommes aient échangé à ce sujet dans le courant des années 1930.

En dernière analyse, c'est Edmond Michelet, un ancien de l'Action Française devenu membre du Conseil constitutionnel et plusieurs fois ministre sous les deux présidences de Gaulle, qui fournira l'analyse la plus pertinente du maurrassisme gaullien.

Pour en revenir à cette époque de l'après-guerre, il est certain que, dans les milieux auxquels appartenait le général de Gaulle, l'homme qui exerçait la plus forte influence politique, c'était Maurras. Sa critique du parlementarisme reste encore, par bien des côtés, très actuelle ; je tiens pour évident que, lorsque le Général a présenté, en 1958, sa nouvelle constitution, il avait conservé une très grande part de l'enseignement qu'a laissé Maurras : ce qui m'a l'air essentiel dans la pensée du général de Gaulle, c'est qu'il ait conservé cette séparation très nette et très marquée entre l'exécutif et le législatif. Il faut rappeler que Maurras n'était pas a priori contre les assemblées, il les voulait seulement suivant la formule « le Roi en ses Conseils, le Peuple en ses Etats » ; il admettait très bien qu'à l'échelon de la province, le peuple discute sur une base qu'il faut bien appeler parlementaire, mais à l'échelon supérieur de l'Etat, les grands intérêts, la défense nationale, la politique extérieure, tout cela formait le domaine – disons réservé – du chef.³⁷⁹

³⁷⁹ Edmond Michelet, *La querelle de la fidélité*, Paris : Fayard, 1971, p. 20.

On comprend mieux pourquoi Maurras n'a pas douté un seul instant, jusqu'au 18 juin 1940, de la fidélité de celui qu'il faut alors appeler un compagnon de route. Comment a pu se mettre en place ce quiproquo magistral avec son mouvement – un des premiers du gaullisme, qui en connaîtrait de nombreux autres par la suite.

I. 7. L'appel du 19 juin

Car c'est sans compter sur la personnalité du principal intéressé que Charles Maurras a établi ses pronostics. Un homme dont la stature politique évoque bien davantage Bonaparte que Mac-Mahon, et dont le projet, s'il ne dédaigne pas le point de vue monarchiste – d'autant que pour des raisons personnelles il n'y est pas insensible – est loin de vouloir s'y limiter. Réalité oblige.

Très vite, les événements de 1940 vont se charger de tirer les choses au clair. Après l'intervention radiodiffusée du maréchal Pétain le 17 juin 1940, suivie par celle de son ancien disciple le lendemain à Londres, on ignore souvent que le 19 juin, Charles Maurras se manifesta à son tour pour délivrer un message par le seul moyen qui lui était naturel : la presse. Un texte acerbe, où l'amertume est à la hauteur des espoirs déçus. « Lors de la nomination de l'ex-général de Gaulle au sous-secrétariat de la Guerre », écrit Maurras, « personne n'a parlé plus chaudement que nous de son esprit inventif dédaigné à tort. (...) Mais, services réels ou services possibles, cela n'est plus qu'un souvenir depuis que de mauvais amis lui ont inspiré la résolution criminelle d'aller à l'Etranger, y servir l'Etranger, sous la fausse couleur de servir la France »³⁸⁰. Il n'y a souvent qu'un pas entre l'amour intense et une haine tenace. Passé le 18 juin, une éternelle rancœur séparera à jamais le promoteur de la restauration monarchique et le restaurateur de la France.

Les choses ne s'arrêtent pas là cependant. Nombreux sont ceux qui, anciens Camelots, abonnés du journal, sympathisants du mouvement, maurrassiens de conviction ou simplement de sensibilité, rallieront la France Libre après 1940. D'Astier, de Lattre (ancien élève de Henri de Gaulle), Leclerc (éduqué lui aussi chez les jésuites³⁸¹), Messmer, Rémy... tous furent, à un degré ou à un autre, transfuges de l'Action Française. Des hommes qui, tout en ne reniant pas les idées du vieux maître – et souvent pour cette raison même qu'ils ne les reniaient pas –, refusèrent d'enregistrer la défaite et de collaborer avec l'Allemagne nazie. Daniel Cordier a bien montré par quel itinéraire ont cheminé ceux qui, pour s'être séparés d'un homme et en avoir rejoint un autre, n'en restèrent pas moins profondément des êtres formés au nationalisme le plus strict, parfois même des nostalgiques³⁸².

³⁸⁰ *L'Action française*, 19 juin 1940.

³⁸¹ Michel Leymarie et Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française : culture, société, politique*, Villeneuve-d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p. 135.

³⁸² Voir Daniel Cordier, *Alias Caracalla*, Paris : Gallimard, 2009. Bénédicte Vergez-Chaignon, *Des Maurrassiens aux prises avec le nationalisme intégral : rupture résistante ou coexistence avec l'Action*

C'est ce qui explique qu'après la guerre le colonel Rémy, ancien cacique de la France Libre devenu le « bras droit du général de Gaulle au RPF »³⁸³, se retrouva entre Henri Massis et Maurice Pujo³⁸⁴ dans une réunion de décembre 1949 destinée à protester contre l'emprisonnement de Charles Maurras. « Si, dès le 18 juin 1940 », écrit alors Rémy à Pierre Boutang, initiateur de l'événement, « je me suis jeté dans une barque pour aller continuer la lutte ; si, pendant quatre ans, aucune autre pensée ne m'a inspiré que celle de porter à l'envahisseur tous les coups en mon pouvoir, c'est que, pendant les vingt années qui avaient précédé notre défaite, M. Maurras avait su m'apprendre dans *L'Action Française* ce que signifiait le grand mot de servir »³⁸⁵.

De Gaulle lui-même, une fois la victoire assurée, ne poussera pas le ressentiment jusqu'à débarrasser le monde du créateur malheureux de l'Action Française. Et quoiqu'il considérât que « les intellectuels français ont toujours trahi la France » et que « Maurras aussi était contre la France. Contre la France de son temps »³⁸⁶, Claude Mauriac³⁸⁷ n'aura pas grand mal à le pousser à renvoyer le traître devant la Haute Cour, ce qui équivalait pour lui – « l'indulgence est dans l'habitude des Hautes Cours »³⁸⁸ – à une demi-grâce, ou à une grâce déguisée. La décision avait, certes, des motifs également politiques : de Gaulle ne souhaitait pas se mettre à dos les maurrassiens encore nombreux dans le pays. Il est pourtant facile de comprendre que, tout comme Mauriac, un reste d'histoire personnelle n'y était pas étranger.

Jusque très tardivement, chez de Gaulle, des restes de culture maurrassienne perceront çà et là, au détour d'un geste ou d'une parole, comme les répliques d'un séisme. Georges Pompidou croira trouver la clef de sa pensée politique dans le *Kiel et Tanger*³⁸⁹, manifeste de la politique étrangère maurrassienne. Alain Peyrefitte l'entendra un jour ressusciter le très ancien slogan : « Politique d'abord ! »³⁹⁰. Et lorsque Jean-Baptiste Biaggi, maurrassien devenu gaulliste (avant de s'engager plus tard dans l'OAS puis au Front National : parcours inverse de Pierre Boutang), rendra devant lui un hommage appuyé au maître royaliste, de Gaulle aura ce mot : « Aussi bien je n'ai jamais rien dit contre lui. Que ne m'a-t-il pas imité ! »³⁹¹.

française (1940-1948) ? dans Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.), *L'Action française, Culture, société, politique (III) : Le maurrassisme et la culture*, Villeneuve-d'Ascq : Presses Universitaires du Septentrion, 2010.

³⁸³ Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, p. 478.

³⁸⁴ Henri Massis (1886-1970), essayiste et critique littéraire, très actif dans l'Action Française et ami de Jacques Bainville. Maurice Pujo (1872-1955), codirecteur du quotidien maurrassien et fondateur des Camelots du roi, réseau de militants royalistes qui constitue le service d'ordre du mouvement.

³⁸⁵ Lettre de Rémy à Boutang, 21 novembre 1952, cité dans GIOCANTI Stéphane, *Maurras, op. cit.*, p. 479.

³⁸⁶ Claude Mauriac, *Aimer de Gaulle*, Paris : Les Cahiers Rouges, 2010, p. 283.

³⁸⁷ *Ibid.*, p. 77.

³⁸⁸ *Ibid.*, p.78.

³⁸⁹ Analyse impitoyable du régime démocratique. Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, p. 504.

³⁹⁰ Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, op. cit.*, p. 1067.

³⁹¹ Témoignage rapporté par Pierre Boutang (*Maurras, la destinée et l'œuvre*) cité par Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, p. 504.

Assurément, c'était trop demander. Maurras, idéologue intégral, ne possédait pas l'ombre d'un tempérament politique. Il devait donc terminer sa vie comme il avait vécu, sans surprises ni coup de génie, fidèle à une méthode qui après avoir assuré son succès, l'avait fait finalement consumer dans la haine, la compromission, et pour finir la prison. Dernier épisode en tout point digne des précédents.

Mardi 30 janvier 1945, le tout nouveau journal *Le Monde* a rapporté la dernière audience de son procès « peu mouvementée, bien que fort longue... Sept heures d'horloge ! » qui avait eu lieu le samedi précédent.

Quand le président eut demandé à Maurras s'il avait quelque chose à ajouter, celui-ci fit la déclaration suivante : « Je ne ferai pas un discours, ni même une allocution, mais il est un point qui m'intéresse pour l'avenir national, c'est que pendant ces débats on a beaucoup parlé de l'Angleterre, de l'Allemagne, et bien peu de la France éternelle, de la France seule. A cette France j'ai consacré mes efforts, ma pensée. Si je pouvais lui donner mon sang, rien ne serait plus agréable et plus glorieux pour moi. » Après une heure et demie de délibération la cour rendit un verdict affirmatif pour Maurras et ne retint que la question subsidiaire à l'encontre de Pujo ; elle accorda néanmoins les circonstances atténuantes à Maurras, qui fut condamné à la réclusion perpétuelle et à la dégradation nationale. A Pujo furent infligés cinq ans de prison, 20.000 francs d'amende et la dégradation nationale. Aussitôt l'arrêt rendu, Pujo cria : « Vive la France ! » et Maurras : « C'est la revanche de Dreyfus ! » Quelques camelots du roi qui se trouvaient au fond du prétoire acclamèrent Maurras, et la foule s'écoula lentement.

C'est de ce jour que Charles De Gaulle endosse aux yeux du monde le costume d'un dreyfusard. L'accès à sa destinée l'avait donc fait passer par une mue politique et sociale. Une période de sa vie se trouvait définitivement clôturée. Une autre, bien moins martiale, allait pouvoir s'ouvrir.

I. 8. Quelques nuances du maurrassisme

Il ne faut pas méconnaître pour autant ce que, pour de Gaulle comme pour toute une frange de sa génération, Maurras avait pu signifier. Rien de moins qu'une vision du monde. Un monde de la continuité politique, du pouvoir autoritaire, de la nation structurée par le particularisme local et la pratique – rejoignant ici son homonyme et oncle, le « Barz Bro C'hall » – des langues régionales. Un monde, en un mot, qui paraîtrait volontiers gaullien si toutefois la question de l'antisémitisme ne faisait pas irruption en termes si frontaux. La question se pose donc de savoir si une vision des Juifs aurait pu elle aussi transiter, parmi le reste, de Charles Maurras à Charles de Gaulle. Et d'abord, quelle vision ?

Concurrent et successeur de Drumont, Maurras apparaît volontiers comme le principal contempteur des Juifs de son temps ; un esprit forcené dont on ne compte pas les railleries, les insultes, l'essentialisme outrancier, quand ce ne furent pas tout bonnement les appels à la violence et même au meurtre. Pareilles diatribes connurent leur apogée dans une lettre ouverte adressée en 1925 à Abraham Schrameck, ministre de l'intérieur du gouvernement Painlevé, dans un contexte particulièrement tendu qui avait vu, deux ans auparavant, l'assassinat du Camelot Marius Plateau puis la disparition du propre fils de Léon Daudet, deux accidents attribués par le journal à ses adversaires anarchistes avec la complicité des autorités publiques³⁹²:

De vous, rien n'est connu. Mais vous êtes le Juif. Vous êtes l'Etranger. Vous êtes le produit du régime et de ses mystères. Vous venez des bas-fonds de police, des loges et, votre nom semble l'indiquer, des ghettos rhénans. Vous nous apparaissez comme directeur des services pénitentiaires vers 1908 ou 1909. Là, vous faites martyriser Maxime Real del Sarte et ses compagnons coupables d'avoir milité pour la fête de Jeanne d'Arc. Vos premiers actes connus établissent votre fidélité à la consigne ethnique donnée par votre congénère Alfred Dreyfus (...). Votre race, une race dégénérée, car il y a des Juifs bien nés et qui en éprouvent de la honte (...) vous a chargé maintenant, d'organiser la révolution dans notre patrie. Mais cela se voit un peu trop. C'est un peu trop clair. (...) Par la force d'un rôle ingrat, et faute de vous être arrêté à temps, vous êtes ainsi devenu, monsieur Abraham Schrameck, l'image exacte et pure du Tyran sur lequel les peuples opprimés ont exercé de tout temps leur droit. (...) Et, comme voici vos menaces, monsieur Abraham Schrameck, comme vous vous préparez à livrer un grand peuple au couteau et aux balles de vos complices, voici les réponses promises. Nous vous répondons que nous vous tuons comme un chien.³⁹³

Cette sympathique épître, qui montre Maurras sous son pire jour, capable de conjuguer dans une prose efficace la haine la plus virulente au dogmatisme le plus sectaire, ne doit pas cacher cependant quelques nuances qu'il n'est pas inutile de relever. D'abord, il existe « des Juifs bien nés », signale Maurras, fussent-ils de ceux « qui en éprouvent de la honte ». Le bon Juif peut même être « allié de l'A.F. »³⁹⁴. C'est là le cas de René Groos, inventeur de cette formule de « Juif bien né » que reprend ici Maurras, ce qui en fait un exemple assez

³⁹² Le cas de Philippe Daudet a fait couler beaucoup d'encre. Agé de 14 ans le 20 novembre 1923, il s'enfuit du domicile parental et rend visite à diverses personnes, se prétendant anarchiste, en rupture avec sa famille et désireux de commettre un attentat. Quatre jours plus tard, son corps est retrouvé mort d'une balle dans la tête. Bien que la thèse du suicide soit aussitôt retenue, son père, qui refuse l'autopsie, fait croire à une maladie violente pour permettre l'enterrement chrétien à Saint-Thomas-d'Aquin. Niant la réalité, il s'oriente ensuite vers un assassinat et déclenche à cette fin une violente campagne de presse. Le tribunal, saisi, conclura à un non-lieu en juillet 1925 après plus d'une année d'instruction.

³⁹³ *L'Action française*, 9 juin 1925.

³⁹⁴ *L'Action française*, 28 juin 1923. L'expression employée à plusieurs reprises dans le journal est plus juste que celle de « Juif d'Action française » utilisée par Stéphane Giocanti (*Maurras, op. cit.*, p. 318).

caractéristique de ce que Theodor Lessing allait bientôt nommer en Allemagne la « haine de soi juive » (« jüdischer Selbsthass », 1930³⁹⁵). Mais le fait même que Groos ait pu être perçu comme un de « ces Juifs que la guerre a, selon l'expression de Maurras, définitivement agrégés à la France »³⁹⁶ montre que dans la forme de son antisémitisme, Maurras est aussi proche de Barrès que de Drumont qui n'aurait pu, de son côté, se rendre coupable d'un tel débordement de nuances. En d'autres termes, que son racisme comporte aussi une dimension culturelle.

Voilà ce qui explique la présence de quelques Israélites, avant la Seconde Guerre, parmi les sympathisants du nationalisme intégral.³⁹⁷ Et qui explique aussi pourquoi Charles Maurras ne sera pas jugé par ses contemporains juifs dans les mêmes termes qu'Edouard Drumont, ainsi que le relèvent très justement, à cette époque, les *Archives israélites* :

C'est un plaisir de discuter avec M. Maurras lorsqu'on pense au dégoût éprouvé par nos aînés qui avaient à manier les écrits lamentablement vulgaires d'un Edouard Drumont. D'abord, M. Maurras écrit en français, tandis que Drumont n'a jamais dépassé sensiblement le niveau du charabia le plus prétentieux. Ensuite, M. Maurras est le plus délicieux des sophistes : c'est un régal que de suivre ses analyses ; quel dommage que cet esprit fin soit si facilement un esprit faux ! Car il est intellectuellement sincère : il se prend à ses déductions et se convainc avant de persuader ses lecteurs. Son défaut est d'avoir une excessive confiance en ses idées et raisonnements ; il faut se garder des mots, des propositions et des syllogismes, sous peine de tomber dans la dialectique stérile des scholastiques et des talmudistes outranciers. Tel est le péché de la raison quand elle s'éloigne des réalités. La sanction ? Elle est certaine : Platon devient Gorgias.³⁹⁸

La question juive est en fait, pour Maurras, un objet de réflexion aussi sérieux qu'ancien. Il en avait déjà fixé à gros traits les termes en 1894, alors que jeune encore, il discutait avec son ami René de Saint-Pons qui ne souhaitait pas pour sa part (fidèle à une tradition établie par leur maître commun Frédéric Mistral³⁹⁹), tenir par principe les Juifs à l'écart du

³⁹⁵ Le texte est disponible en français : Théodor Lessing, *La haine de soi : Le refus d'être juif*, Paris : Pocket, 2011. Non content de forger ce concept de « Juif bien né », Groos semble avoir le premier gratifié Schrameck d'une métaphore canine dans une lettre envoyée à Maurice Pujo et publiée par la suite dans *L'Action française* le 9 mai 1925 sous le titre « Le "Chien" Schrameck dégoûte les Juifs bien nés » : « Cet homme oublie-t-il quel sang coule dans ses veines ? Fils d'Israël, dont les ancêtres, au temps de Jeanne, erraient sur les routes de l'Orient slave ou sémitique, comment son cœur et son âme tout entière ne vibrent-ils pas du plus violent amour pour cette France qui l'a accueilli, hébergé, fixé, sauvé de l'errance perpétuelle ? Ah ! Le misérable ! Le chien ! ».

³⁹⁶ *L'Action française*, 13 novembre 1923.

³⁹⁷ Stéphane Giocanti cite notamment le sergent Pierre David (« héros juif d'Action française » mort pour la France en 1918), Marc Boasson, Geroges et Pierre-Marius Zadoc, Raoul-Charles Lehmann, le professeur René Riquier, les écrivains Louis Latzarus et bien sûr René Groos. Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, pp. 275-276.

³⁹⁸ *L'Univers israélite*, 12 novembre 1920.

³⁹⁹ Le « Museon Arlaten », musée d'art et des traditions populaires provençales fondé dans la à Arles par Frédéric Mistral en 1896, expose parmi ses collections divers objets du judaïsme comtadin qu'il n'hésite pas à présenter comme un composant de sa région.

mouvement. « Si je haïssais le Judaïsme », se justifie Maurras devant son camarade, « il me serait cependant impossible de le haïr plus que le protestantisme, que j'ai en horreur plus que tout : or, s'il y a deux protestants dans la société, c'est moi qui les ai introduits (...) Il y a des Juifs très gentils, il y en a de très savants, il y en a même de généreux. Tu ne me feras point détester le personnage de Henri Heine ou celui de Disraeli. Je fraierai, s'il le faut, avec les Juifs dont le commerce sera agréable et je les aurai pour amis : mais jamais, tant que je disposerai d'une influence, si petite qu'elle soit, je ne tolérerai l'admission d'un Juif parmi nous, pour la simple raison qu'il n'y a pas un seul individu de race juive (même et surtout le Juif antisémite, le plus dangereux) qui soit dépourvu d'esprit de solidarité pour sa nation juive : de force ou de gré, ou autrement, un Juif traîne après soi un régiment de Juifs, et quand les Juifs se trouvent quelque part, il faut qu'ils détruisent ». Si donc, poursuit Maurras, le mouvement accueille un Juif, « il saura la langue d'Oc mieux que nous, mieux que nous notre histoire : il réalisera ton hypothèse du Juif "élément excellent" et, si nous l'acceptons, nous serons d'avance foutus »⁴⁰⁰.

I. 9. L'influence du maurrassisme

De manière intéressante, on note que Disraeli et Heine figureront justement parmi les références de Charles de Gaulle. On ne saurait conclure de là évidemment que le personnage, qui reste proche de l'Action Française par les idées politique, la sensibilité, la culture, l'éducation, les relations ou simplement les intérêts politiques, ait endossé tout le programme préconisé par le mouvement. La preuve en est que Charles Maurras se revendiquait comme un athée, haïssait Chateaubriand et conspuait les Juifs, là où de Gaulle se présenta toute sa vie comme un chrétien pratiquant, voua véritable un culte au chantre de Combourg et n'hésita pas à tourner le dos à Maurras lorsque ce dernier prit le chemin de Vichy.

Pour autant, il serait singulièrement aveugle de ne pas faire un rapprochement entre l'idée que Charles Maurras se fait des Juifs excellent à parler l'occitan, pénétrant par groupes la société civile pour finalement mettre à mal cette dernière, et le « peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur » qui tombera *ex cathedra* d'une estrade de l'Elysée lors de la conférence de presse du 27 novembre 1967. De la même manière qu'il serait vain de réduire les propos qu'il tint au comte de Paris à l'occasion du mariage du « dauphin » en 1957, à de la courtoisie :

Veuillez me permettre de Vous dire avec quelle émotion ma pensée et mes vœux se porteront vers Dreux, le 5 juillet.

⁴⁰⁰ Archives Jacques et Nicole Maurras. Cité par Stéphane Giocanti, *Maurras, op. cit.*, p. 161.

Je sais pour avoir eu l'honneur de la tenir de Vous-même et de Madame la Comtesse de Paris, quelle joie Vous cause le mariage du prince Henri et de la princesse Marie-Thérèse. C'est là, pour chaque Français, une raison de s'en réjouir.

Mais aussi, Monseigneur, parce que la vie de Votre famille s'identifie avec notre Histoire, parce que ce qui vient de Vous dans le présent est exemplaire pour le pays, parce que Votre avenir, celui du prince Henri, celui des Vôtres, sont intégrés aux espérances de la France, je salue l'union que Dieu va bénir comme un grand événement national.⁴⁰¹

Le propos, empli d'une résonance profonde et personnelle, dénote à l'évidence une sensibilité aux quarante rois qui ont fait la France. Il vient rappeler que le milieu originel de Charles de Gaulle, nationaliste, royaliste et chrétien, a trouvé dans le Maurras d'entre-deux-guerres une incarnation, certes imparfaite mais bien réelle, de ses aspirations et de ses vœux.

Charles de Gaulle aura beau évoluer tout au long de sa vie, il n'en restera pas moins un nostalgique désabusé de la France de son enfance. Ainsi qu'un homme, note justement Eric Roussel, à la culture très « vaste » mais clairement « orientée »⁴⁰². Là est la complexité particulière du personnage, et le royalisme fait d'autant plus partie de lui-même qu'il correspond à une représentation historique de cette « France éternelle » telle qu'elle sera reprise, par exemple, dans le fameux discours du « Paris libéré » le 25 août 1944. C'est pourquoi de Gaulle ne se résoudra jamais à être un républicain de conviction, mais seulement de raison, c'est-à-dire capable de scander un « Vive la République » à la fin de ses discours tout en lâchant devant ses conseillers : « Je n'aime pas la république pour la république », ou encore : « Ce qu'il faudrait à la France, c'est un roi »⁴⁰³. « Tous ces socialistes », l'entendra dire Claude Guy : « A les entendre, la France a commencé à retentir aux oreilles de l'humanité en 1789 ! Incroyable dérision : car c'est au contraire depuis 1789 que nous n'avons cessé de décliner ! 1789 ? Bah ! Que font-ils donc du prestige intellectuel et spirituel de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles ? »⁴⁰⁴.

Ce n'est pas sans de bonnes raisons qu'on a décrit le système institutionnel de la V^e République comme une « monarchie républicaine »⁴⁰⁵. De Gaulle lui-même ne voyait pas les

⁴⁰¹ Lettre du 30 juin 1957, *LNC II*, p. 1250.

⁴⁰² Eric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 23.

⁴⁰³ Interrogeant de Gaulle sur son passé monarchiste, Alain Peyrefitte en tirera une expression claire du type de conservatisme affectionné par ce dernier :

« AP. – On assure que votre famille était monarchiste et que vous même, dans votre jeunesse...

CdG. – Je n'aime pas la République pour la République. Mais comme les Français y sont attachés, j'ai toujours pensé qu'il n'y avait pas d'autre choix. Evidemment, en 40, la question pouvait se poser : après cette lamentable débâcle, ne fallait-il pas revenir à une monarchie constitutionnelle ? C'est le régime que les Anglais – et tant d'autres, les Hollandais, les Scandinaves, etc. – avaient eu la sagesse de se donner, celui que 1789 avait donné à la France et qui, comme en Angleterre, aurait pu, si le torrent de 1792 ne l'avait pas emporté, ménager la permanence des traditions et l'ouverture aux évolutions ». Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle, op. cit.*, p. 1135.

⁴⁰⁴ Claude Guy, *En écoutant de Gaulle, Journal 1946-1949*, Paris : Grasset, 1996, p. 195.

⁴⁰⁵ Popularisée par le juriste Maurice Duverger au milieu des années 1970 (*La Monarchie républicaine, ou comment les démocraties se donnent des rois*, Paris : Robert Laffont, 1974), cette expression, qui prend le pas des nombreuses caricatures de Charles de Gaulle en monarque absolu publiées par André

choses différemment : « Oui, nous sommes en monarchie » – avec cet *addendum* : « mais c'est une monarchie élective. Elle est d'une toute autre essence que la monarchie héréditaire de l'Ancien Régime »⁴⁰⁶. C'est un fait que, jusqu'à la fin, l'ancien élève des jésuites et du collège Stanislas, par où passera aussi son fils Philippe, et où, à l'époque où il y préparait Saint-Cyr, « professeurs et élèves, aux instants de répit, commentent Charles Maurras, dissertent, souvent avec passion, sur les débuts de l'Action française et la doctrine du nationalisme intégral »⁴⁰⁷, conservera un imaginaire historique hérité de ses jeunes années. Bien éloigné de la doxa que professait alors l'enseignement républicain et laïque, l'enseignement qui façonna cet éternel bon élève incluait presque à coup sûr une vision désobligeante du judaïsme, à tout le moins fortement stéréotypée, dont il est difficile de croire qu'il sortit indemne.

II. La tentation fasciste

II. 1. Situation des Juifs en France à la naissance de Charles de Gaulle

L'étude des modalités d'un maurrassisme gaullien fournit un éclairage capital sur la genèse du personnage de Gaulle : son passé, son milieu d'origine, sa culture et son imaginaire, et plus encore son fonctionnement. Situé à un moment-clé de son évolution, c'est tout un pan de la fabrique du gaullisme qu'il permet de dévoiler. Un éclairage privilégié, à coup sûr, mais qui demeure partiel. Cela pour deux raisons.

D'abord parce que, ainsi qu'on le verra dans le chapitre suivant, de Gaulle ne fut jamais exclusivement maurrassien, quand bien même ce dernier se taillera longtemps, dans son esprit et dans ses choix, la part du lion. Secondement, parce que ce maurrassisme est davantage lié à la culture, aux goûts, en un mot à la sensibilité gaullienne qu'au personnage tel qu'il se donne à voir dans ces années de formation, c'est-à-dire au soldat. Comment de Gaulle agit et pensa en militaire : c'est ce qu'il s'agit maintenant de mettre en lumière en commençant par voir, là encore, dans quel contexte il s'inscrivait au début de sa carrière.

Quelle était donc, brièvement, la situation des Juifs au moment où arrivait de Gaulle ?

Ribaud et Moisan pour *Le canard enchaîné (La Cour, chroniques du royaume, 1960-1969)* fut depuis lors sans cesse remise au goût du jour par les analystes politiques et les médias. « En France, depuis cinquante-neuf ans », écrit en 2017 Alain Duhamel, « le président de la République dispose de plus de prérogatives institutionnelles qu'aucun de ses homologues à la tête d'une démocratie » (Le triomphe de la monarchie républicaine, *Libération*, 5 octobre 2017).

⁴⁰⁶ De Gaulle poursuit : « Elle est d'une tout autre essence que la monarchie héréditaire de l'Ancien Régime. Elle a institué une nouvelle légitimité, qui fait la jonction avec la légitimité interrompue par la Révolution. Mais cette légitimité repose sur le peuple souverain ». Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, *op. cit.*, p. 1137.

⁴⁰⁷ Jean-Raymond Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, *op. cit.*, p. 41.

L'histoire des Juifs au sein de l'armée se rattache à celle, plus vaste, de l'intégration juive dans la société française. L'armée étant dotée de caractères propres au sein du corps civique, cette histoire possède quelques aspects originaux : c'est ce qui fait tout l'intérêt d'un épisode tel que l'Affaire Dreyfus à qui il échet de combler le fossé, creusé après la défaite de 1870 et l'installation de la République, entre la France et son armée.

Il faut en remonter au siècle des Lumières (que prise donc peu de Gaulle) et à la quête d'une citoyenneté émancipée de la tutelle religieuse, pour retrouver l'idée d'une intégration politique et sociale des Juifs de France. Transformation colossale pour une société jusque-là structurée par l'Eglise, on le sait ; mais transformation non moindre, on le sait moins souvent, pour les minorités juives qui devaient voir d'un coup leurs cartes entièrement rebattues à la faveur de la modernité, un héritage ancestral réglant tous les aspects de la vie étant brusquement ramené aux dimensions d'une simple croyance parmi d'autres. La grande majorité des Juifs accueillit favorablement une telle évolution dans la mesure où cette dernière leur conférait une dignité nouvelle et leur ouvrait toute grande la voie à ce qui n'avait été jusque-là qu'un rêve inaccessible : la possibilité d'un projet politique.

La forme que prit ce projet devait néanmoins être sujette à bien des controverses. Entre ceux qui, derrière Moïse Mendelssohn à Berlin – fondateur historique du judaïsme libéral – proposèrent les premiers une version hébraïque des Lumières (la *haskalah*) ; ceux qui, dans un espace marqué par des pogroms barrant la route à toute émancipation *in situ*, jugèrent préférable de développer un nationalisme juif avec le sionisme politique de Theodor Herzl ; les partisans du communisme ; et enfin ceux fermement convaincus de la venue imminente de la rédemption divine : un peu partout, en Europe, l'opportunité d'un choix entre ces quatre alternatives allait agiter plus ou moins les sociétés juives subitement confrontées à la modernité.

Dans ce tableau, le judaïsme français devait suivre un chemin original. Faiblesse numérique de ses communautés, prédominance de l'héritage des Lumières, prégnance de la centralisation napoléonienne (avec la mise en place d'un Consistoire central) : les Juifs de France, rebaptisés « israélites », allaient se révéler des partisans déterminés de l'intégration. Une spécificité que Sylvain Lévi, professeur au Collège de France et président de l'Alliance Israélite Universelle, tente d'expliquer en 1921 à un collègue viennois : « Nos ancêtres, en acceptant de devenir citoyens, ont renoncé pour toujours à une conception nationale juive ; le judaïsme est une confession religieuse appuyée sur un long et glorieux, et souvent douloureux passé ; il offre à l'humanité dans ses dogmes, dans son histoire, une formule de vie qui a triomphé des siècles et qui n'a pas encore épuisé sa sève »⁴⁰⁸.

« Comme Dieu en France », dit alors un dicton. C'est dans la France de 1791, effectivement, qu'avait effectuée pour la toute première fois l'égalité des droits et des devoirs

⁴⁰⁸ André Kaspi (dir.), *Histoire de l'Alliance israélite universelle de 1860 à nos jours*, Paris : Armand Colin, 2010, p. 218.

entre chrétiens et juifs. Ce qui fait que, accompagnés d'une assimilation rampante portée par la lente érosion de la pratique culturelle, les Juifs de France épousèrent sans difficulté les contours de la laïcité, conjuguant la fidélité hébraïque avec un ardent activisme républicain, « symbiose entre le judaïsme et la République »⁴⁰⁹, et ce nonobstant une résurgence violente de l'antisémitisme dans la dernière partie du siècle. « Un pays qui se déchire entièrement pour sauver l'honneur d'un petit officier juif », devait conclure le père d'Emmanuel Levinas, « c'est un pays où il faut rapidement aller »⁴¹⁰. En 1898, année de la publication du « J'accuse » de Zola, une « prière du soldat » est introduite dans le rituel mosaïque, tandis qu'on édifie les synagogues monumentales du centre de Paris, comme celle de la Victoire, où se marie Dreyfus.

II. 2. L'armée française et les Juifs

Intégrés *de jure*, les Israélites mettront cependant longtemps à intégrer *de facto* la société française, plus particulièrement dans sa composante militaire, plus particulièrement encore dans le haut commandement. L'armée a beau, depuis la pratique de la levée en masse et l'apparition du service militaire, apparaître comme le symbole de la nation, elle a conservé de l'Ancien régime une grande part de ses traditions et de sa sociologie. L'endogamie reste monnaie courante parmi les officiers, tout comme les noms à particules, les opinions royalistes et la pratique du culte romain qui va souvent de pair, comme on l'a vu, avec d'antiques préjugés antijuifs. Double peine, a priori, pour le citoyen d'extraction juive tenté par la pratique de l'ordre serré : lui qui n'est ni noble, ni homme du sol, et ni bien sûr chrétien, a peu de chance a priori de mener là une brillante carrière. Il faut attendre la toute fin du Second Empire pour voir nommer (en la personne de Léopold Sée) le premier général israélite. Et le complot qui se met en place par un matin d'octobre 1894 contre un jeune officier juif ne doit rien au hasard.

Et cependant, les choses furent dans l'ensemble bien moins figées qu'elles ne paraissent. Dès après la Révolution, l'armée commence à se démocratiser. Apparurent à côté des dynasties militaires héritées de la noblesse, des hommes issus des classes moyennes ou populaires, des protestants, et, déjà, quelques Juifs en général originaires d'Alsace-Lorraine⁴¹¹. 12 000 optants, particulièrement réceptifs au discours nationaliste, quittent les provinces annexées par l'empire allemand pour demeurer Français. Le cas de la famille Brisac, originaire de Lunéville, exemplifie même la possibilité d'une dynastie militaire juive sur le

⁴⁰⁹ Philippe Landau, *Les Juifs de France et la Grande Guerre. Un patriotisme républicain*, Paris : CNRS éditions, 2008, p. 18.

⁴¹⁰ Jean Daniel, *La prison juive*, Paris : Odile Jacob, 2003, p. 68.

⁴¹¹ L'historien Marc Bloch se présentera comme « élevé dans le culte de ces traditions patriotiques dont les Israélites de l'exode alsacien furent toujours les plus fervents mainteneurs ». Marc Bloch, *L'étrange défaite* (1946), Paris : Gallimard folio, 1990, p. 32.

modèle des dynasties chrétiennes. Exemple typique d'intégration par la méritocratie, ils fourniront à la défense du territoire (après Gabriel Brisac, fait général en 1876) une lignée ininterrompue d'hommes de guerre. C'est à cette longue lignée, bien retracée par Pierre Birnbaum⁴¹², que se rattachera Pierre Brisac, qui après avoir échappé à la Gestapo, ira rejoindre la France Libre à Alger. Fait général en 1944, il terminera sa carrière comme Secrétaire général adjoint de l'Union de l'Europe occidentale.

Les Juifs de France grandirent donc dans le culte de la nation et l'idée d'une réparation par les armes. « A peine savions-nous lire, que déjà nous savions par cœur les poésies de Paul Déroulède », se souviendra Jules Moch, qui devait lui aussi gagner Londres. « Nous étions chauffés à blanc, nous étions la génération de la revanche »⁴¹³. Le « serment d'enfant » effectué par le jeune Alfred Dreyfus, décidant de sa vocation militaire, ne le cède pas pour ce qui est de l'intensité à celui que devait faire Charles de Gaulle quelques années plus tard⁴¹⁴.

Ce qui explique pourquoi, dans l'ensemble et contrairement aux idées reçues, l'armée ne se signala pas par son antisémitisme. Les rapports d'inspection ne portent que peu de traces d'hostilité, les carrières militaires israélites furent rarement entravées. Dreyfus lui-même, avant d'être victime, arrivait en stage à l'Etat-major avec les meilleures perspectives de carrière. Meurtri plus tard par l'expérience du bagne, il ne perdra jamais sa foi dans l'idéal républicain. De la même manière, en 1941, Pierre Brisac fut protégé par une large part du corps militaire contre une demande d'expulsion rendue légale par le statut des Juifs. Et quoique victime d'un de ses pairs, c'est bien la politique de Vichy et non l'armée qui devait mettre fin – provisoirement – à sa carrière.

Un témoignage saisissant, relayé en son temps par les *Archives israélites*, renseigne sur ce contexte paradoxal d'un antisémitisme de milieu confronté à la réalité des faits. On y relate le cas d'un jeune coreligionnaire de Dreyfus qui se retrouve, en vertu du mécanisme du concours, affecté dans la cavalerie, arme noble par excellence. « Un Juif ! Un Juif dans la cavalerie ! Ah, non ! J'accepte à la rigueur des Dupont, des Durand... et encore ! Mais un Juif ! » s'insurge le lieutenant, bien résolu à éprouver plus qu'aucun autre cet élément indésirable pour le pousser dehors. Devant la bravoure du candidat qui, monté sur un roussin, n'hésite pas à demeurer en selle malgré une jambe cassée, l'officier subjugué par tant d'abnégation finit par s'écrier : « Tonnerre de Dieu ! (...) vous serez cavalier, je vous le jure, devrai-je en perdre mes galons ! »⁴¹⁵

Drumont se trompe donc doublement lorsqu'il prétend – analyse dûment reprise par le journal *La Croix* – qu'« il existe chez l'immense majorité des militaires un sentiment de répulsion instinctive contre les fils d'Israël (...) Déjà maîtres de la finance, de l'administration, dictant des arrêts aux tribunaux, les Juifs seront définitivement les maîtres de la France le jour

⁴¹² Pierre Birnbaum, *Les Fous de la République*, op. cit.

⁴¹³ Lettre du 23 juin 1941. Philippe Landau, *Les Juifs de France et la Grande Guerre*, op. cit., p. 18.

⁴¹⁴ Vincent Duclert, *Alfred Dreyfus, l'honneur d'un patriote*, Paris : Fayard, 2006, p. 43.

⁴¹⁵ Le Saint-Cyrien Meyer, dans *L'univers israélite*, 31 juillet 1936, p. 713.

où ils commanderont à l'armée. Nous n'en sommes heureusement pas encore là. Il en est de l'invasion sémitique comme de la culture des microbes ; quand le milieu n'est pas favorable, la culture se fait mal. L'armée a opposé une force remarquable de résistance »⁴¹⁶.

Non seulement l'armée fut un creuset très efficace d'intégration, mais la troupe ne se montra pas plus virulente que le reste du pays relativement aux Juifs – et même vraisemblablement moins si l'on lui retranche l'état-major. Pour une raison bien simple : c'est que, mis au contact direct des hommes, unis par des mêmes rites, un même habit, un objectif commun et le danger, les préjugés ont moins de chances de perdurer. Là où aucune réalité ne put jamais venir contrer les raisonnements d'un publiciste coupé du terrain. Drumont, c'est un fait, ne connaît rien des officiers dont son journal jette en pâture les noms comme des traîtres en puissance « passant sur le dos d'une foule d'officiers très méritants »⁴¹⁷. Pas davantage, d'ailleurs, qu'il ne connaît la troupe ni les combats.

La réalité, évidente, c'est que les Juifs sont demeurés ultra-minoritaires tant dans la société que dans l'armée françaises. Au plus fort de leur présence sur la période de l'entre-deux-guerres, en 1939, ils ne constituèrent pas plus de 0,7% de la population totale⁴¹⁸. Et s'il est vrai que, après en avoir été exclus pendant des siècles, ils se jetèrent avec avidité sur les leviers de la méritocratie républicaine, entraînant un effet d'optique volontiers instrumentalisé dans une société qui s'initie encore à l'information de masse et – pour reprendre le titre du quotidien de Drumont – à la « libre parole », si l'Ecole Polytechnique par où passa Dreyfus a pu représenter à leurs yeux un « “rattrapage” social »⁴¹⁹, on ne dénombre pas plus de huit officiers généraux israélites pendant la Grande guerre. Une vingtaine, au total, sur l'ensemble de la III^e République.

Il serait évidemment très déplacé de présenter un tableau rose de la situation. Ceux qui se sont penchés sur la sociologie militaire savent de quel poids peuvent peser les traditions et les coutumes dans ce milieu très volontiers fermé⁴²⁰. Autant Dreyfus que Pierre Brisac furent finalement victimes de leurs collègues, et ils ne furent pas les seuls. Le propos ne consiste donc pas à nier l'antisémitisme militaire, mais simplement à signaler qu'il ne revêtit pas le caractère systématique qu'on lui suppose trop aisément. Il put de surcroît, en raison du caractère structuré de son institution, être efficacement combattu par le pouvoir politique qui avait fait de cette lutte un de ses chevaux de bataille au commencement du siècle. C'est ce que montre, en 1900, une lettre de Paul Viollet au Ministre de la guerre : « Contre l'esprit d'intolérance qui sévit dans certains milieux militaires à l'égard des officiers israélites, contre le réveil de passions que nous croyions à jamais éteintes, vous réagissez sévèrement. Avec les

⁴¹⁶ *Ibid.*, p. 64

⁴¹⁷ 23 mai 1892, reproduit dans *La Croix* le 9 novembre 1894.

⁴¹⁸ Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France*, *op. cit.*

⁴¹⁹ *Ibid.*, p. 244.

⁴²⁰ Raoul Girardet, *La société militaire de 1815 à nos jours*, Paris : Perrin, 1998.

amis de la Société moderne, avec les catholiques qui s'inspirent du véritable esprit chrétien, nous applaudissons à votre énergie »⁴²¹.

Charles de Gaulle en est encore à pousser des soldats de plomb au milieu de ses frères lorsque tout cela se passe. C'est cependant dans un contexte inchangé qu'il se présente sous les drapeaux au printemps 1910, accomplissant par-là ce qu'il considère être sa vocation. « Je suis avant tout un soldat », dira-t-il un jour à son ami Jean Auburtin⁴²². Jugement qui, pour qui connaît le personnage, ne revêt pas le caractère de l'évidence.

II. 3. Un militaire très politique

Doté de conceptions militaires si personnelles qu'elles se déclineront parfois en une critique sévère de son institution – « parfois, les militaires, s'exagérant l'impuissance relative de l'intelligence, négligent de s'en servir »⁴²³ – de Gaulle semble en effet appartenir à cette catégorie d'individus mieux fait pour ordonner qu'obéir. Un homme qui, pour n'avoir pas été fait général dans son jeune âge, comme Bonaparte ou comme Leclerc, se retrouva souvent en butte à sa hiérarchie. « Officier intelligent, cultivé et sérieux ; du brillant et de la facilité ; beaucoup d'étoffe », note ainsi un certain colonel Moyrand au sortir de l'École de guerre. « Gâte malheureusement d'incontestables qualités par son assurance excessive, sa rigueur pour les opinions des autres et son attitude de roi en exil »⁴²⁴. Un politique, en un mot, bien plus qu'un militaire.

Outre cela, il est à relever que Charles de Gaulle, malgré deux guerres mondiales et deux campagnes effectuées hors de la métropole, passa finalement peu de temps sur les champs de bataille, surtout si l'on compare sa trajectoire à d'autres du même type. Sachant écrire et réfléchir, à l'aise dans la haute société, cet officier intellectuel fut un profil aimé du commandement qui le garda souvent à ses côtés. Il n'eut donc rien d'un traîneur de sabre.

Ce qui est indéniable en revanche, c'est qu'aussi loin qu'on remonte Charles de Gaulle ne s'est jamais imaginé qu'en uniforme, si possible étoilé. Le vaste ensemble de ses écrits privés s'ouvre en effet en 1905 sur une « Campagne d'Allemagne » imaginaire sauvée *in extremis* par un « général de Gaulle » avant la lettre, déjà décrit à la troisième personne⁴²⁵. Une composition de trois ans postérieure anticipe même sa mort au champ d'honneur :

Quand je devrai mourir, j'aimerais que ce soit
Sur un champ de bataille ; alors qu'on porte en soi
L'âme encor toute enveloppée

⁴²¹ Brouillon de la lettre signée par tous les membres du Comité catholique de Paul Viollet et envoyée le lendemain. Archives de la Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice.

⁴²² Jean Auburtin, *Le colonel de Gaulle*, Paris : Plon, 1965, p. 127.

⁴²³ *FE*, p. 156.

⁴²⁴ Appréciation du colonel Moyrand reproduite par Eric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 40.

⁴²⁵ *LNC I*, pp. 1-14.

Du tumulte enivrant que souffle le combat,
Et du rude frisson que donne à qui se bat
Le choc mâle et clair de l'épée.⁴²⁶

Voilà pourquoi, au rebours de Churchill ou d'Eisenhower, de Gaulle continuera à se faire appeler par son grade militaire une fois atteintes des fonctions qu'il reconnaît pourtant être plus importantes. Aux yeux de tous, il restera le général – et non le président – de Gaulle, comme si ce dernier titre ne pouvait seul lui convenir. Soldat ou politique, soldat et politique : que recèle dès lors ce paradoxe ?

Il convient tout d'abord de relever que de Gaulle s'inscrit dans le contexte français, où la porosité entre la politique et l'armée fut toujours de mise, depuis les « rois de guerre »⁴²⁷ jusqu'à Pétain, en passant par les généraux Bonaparte ou Boulanger. Une tradition bien ancrée dans laquelle Edward Spears⁴²⁸, fin connaisseur en la matière, n'hésitait pas à voir une faiblesse démocratique propre à cette partie du monde. « Les Français croient aux militaires dur comme fer », déplore-t-il devant la caméra de Marcel Ophüls, « et, en fin de compte, ils se retournent toujours vers les militaires, soit pour rétablir l'ordre, soit par crainte d'un coup d'Etat, soit pour faire un coup d'Etat, mais on finit toujours avec son militaire, avec sa casquette, son pompon, son sabre »⁴²⁹. A quoi le Général aurait probablement répondu dans un haussement d'épaules : « La France fut faite à coups d'épée »⁴³⁰. Ce qui n'est, au reste, que partiellement vrai.

On remarquera ensuite que, pour un homme de son milieu et de sa condition – le milieu « rue des Postes » –, au sein d'une République verrouillée par le bloc des gauches et l'anticléricalisme, la carrière militaire constitua souvent le moyen privilégié de se placer au service de l'Etat. La guerre, aime-t-on à répéter, est la politique poursuivie par d'autres moyens. Pour Charles de Gaulle elle fut le vrai moyen d'accéder au jeu politique, le seul qui l'intéresse vraiment, auquel il se prépare depuis sa jeunesse et pour lequel il se sent fait. « La colonne vertébrale de la nation », selon ses termes, « c'est l'armée »⁴³¹. De Gaulle fut militaire parce qu'il est politique.

L'image d'un Charles de Gaulle soldat ne doit donc pas être prise au pied de la lettre, mais comme conséquence d'un projet de carrière, et plus encore comme une représentation. Représentation appuyée par un tempérament épris de discipline. Un peu à la manière dont

⁴²⁶ Frédérique Neau-Dufour, *La Première guerre de Charles de Gaulle : 1914-1918*, Paris : Tallandier, 2013, p. 35.

⁴²⁷ Joël Cornette, *Le roi de guerre : Essai sur la souveraineté dans la France du Grand siècle*, Paris : Payot, 1993.

⁴²⁸ Edward Spears (1886-1974), militaire et homme politique, est un ami de Churchill qu'il représente en France au début de la Seconde Guerre mondiale avant de s'engager du côté britannique au Levant. C'est à ses côtés que Charles de Gaulle s'envola pour Londres le 17 juin 1940.

⁴²⁹ Marcel Ophüls, *Le chagrin et la pitié*, Paris : Alain Moreau, 1980, p. 73.

⁴³⁰ Incipit de *La France et son armée*.

⁴³¹ Alain Peyrefitte, *C'était de Gaulle*, op. cit., p. 331.

l'historien Marc Bloch se décrivait comme « un guerrier », accomplissant ses ordres avec « le goût de l'ordre dans le commandement »⁴³². De Gaulle, de même, garde partout le goût de la hiérarchie et des actions bien ordonnées. C'est donc naturellement qu'il s'est coulé dans un personnage conçu dès son enfance qui s'est trouvé être un soldat. « Le rêve qui se forme en lui est le moteur de son engagement »⁴³³.

II. 4. De Gaulle et l'« Union sacrée »

Charles de Gaulle, cela dit, est loin d'exprimer seul son enthousiasme pour la culture martiale. Rejoint par nombre de ses concitoyens de sa génération, toutes classes confondues, il l'est tout particulièrement par ses contemporains israélites qui rivalisent, en ce temps, de ferveur nationale. Au point de se considérer parfois comme « deux fois français »⁴³⁴, selon le mot du député de la Seine Edouard Ignace, pur produit de l'annexion de l'Alsace-Moselle arrivé à Paris après la défaite de 1870. D'autres, comme le capitaine Raoul Bloch, ne dédaigneront pas le lyrisme cocardier dans une dévotion sans faille à la terre et aux morts : « Avec quelle joie je m'en irait du côté de l'Alsace, et quels souvenirs en pénétrant en uniforme dans ce pays de nos rêves ! Nos pauvres papas en tressailliraient dans leurs tombes ! »⁴³⁵

Parti de l'est du territoire, le nationalisme gagne bientôt toutes les couches du judaïsme français. « Vous voilà soldats, mes chers enfants, soldats de notre chère France », s'exprime Adolphe Crémieux, « Juif d'Etat » originaire du Comtat Venaissin, devant ses coreligionnaires en armes réunis pour la fête de Kippour en 1876⁴³⁶. « Vous avez été longtemps forcés de courber la tête sous le joug de l'esclavage, sous les haines religieuses ; aujourd'hui vous êtes libres, vous pouvez porter la tête haute, vous êtes soldats français. Vous voilà au milieu de vos concitoyens, citoyens comme eux (...). Aimez-la, aimez la République française qui vous a faits français et vous a donné des droits et des devoirs égaux à ceux de ses autres enfants. Aimez bien ceux dont vous êtes devenus les camarades ; contractez avec eux des liens fraternels. Enfants, vive la France ! Vive la République ! »⁴³⁷

⁴³² Marc Bloch, *L'étrange défaite*, op. cit., p. 33. Dans ce texte pénétrant, rédigé clandestinement en 1940 par un homme qui ne verrait pas la Libération, on trouve cette remarque : « A vrai dire, un très récent général de brigade fut bien appelé aux conseils du gouvernement. Qu'y fit-il ? Je ne sais. Je crains fort, cependant, que, devant tant de constellations, ses deux pauvres petites étoiles n'aient pas pesé bien lourd. Le Comité de Salut public eût fait de lui un général en chef. Jusqu'au bout, notre guerre aura été une guerre de vieilles gens ou de forts en thème, engoncés dans les erreurs d'une histoire comprise à rebours : une guerre toute pénétrée par l'odeur de moisi qu'exhalent l'Ecole, le bureau d'état-major du temps de paix ou la caserne. Le monde appartient à ceux qui aiment le neuf » (pp. 157-158).

⁴³³ Frédérique Neau-Dufour, *La Première Guerre de Charles de Gaulle*, op. cit., p. 27.

⁴³⁴ Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., p. 247.

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 246.

⁴³⁶ Homme politique de premier plan, ministre et député, Adolphe Crémieux (1796-1880) est l'artisan de la naturalisation des Juifs d'Algérie en 1870.

⁴³⁷ Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., pp. 238-239.

Ce rare moment d'osmose entre le judaïsme et la France pâtira grandement de l'affaire Dreyfus. Mais il ressurgira de manière éclatante dans le prélude de la Grande Guerre et ce qu'on a appelé l'« Union sacrée ». Le judaïsme hexagonal verra alors l'occasion de prouver son patriotisme en saluant « la sainte ardeur patriotique dont 1792 nous offrit la belle flambée [qui] a enflammé les Français de 1914, tous confondus, sans distinction d'origine, de classe ou de religion »⁴³⁸.

Au total, ce seront 32 000 israélites français, plus 12 000 volontaires étrangers, qui s'engageront dans l'armée de la République. 8 500 seront à déplorer à l'issue du conflit, soit près de 20% de l'effectif engagé, et environ 0,6% de toutes les victimes de guerre : rapport équivalent à la proportion d'israélites dans la société⁴³⁹. Voilà qui était de nature à gagner le respect de bien des Français, fussent-ils parfois antisémites. C'est ainsi que dans un texte tardif Maurice Barrès reléguera ses anciens préjugés pour figurer dans une prose émue les « israélites français » parmi les « diverses familles spirituelles de la France »⁴⁴⁰.

De leur côté, les Juifs de France ne semblent pas avoir renié les hécatombes des tranchées. « Le sang versé en si effroyable quantité depuis le 1^{er} août 1914 germera d'extraordinaire façon pour la gloire de notre pays », lit-on le 21 juillet 1916. La palme allant à l'historien Arthur Lévy, qui s'exclame l'année suivante : « jamais plus beau, plus noble spectacle ne s'offrit aux regards de l'Histoire de France »⁴⁴¹. La raison d'une telle surcharge nationaliste est claire. Si les Juifs ne rechignèrent pas à payer le prix du sang, c'est qu'à leurs yeux il permettait enfin l'égalité de fait : « Il n'y avait ni Juifs, ni chrétiens, ni libres penseurs. On ne trouvait que des patriotes acclamant les glorieux défenseurs du droit immortel »⁴⁴².

De Gaulle souscrivit-il à cette évolution ? C'est l'évidence. « La France reprend conscience d'elle-même », trouve-t-on dans sa correspondance à sa famille du beau milieu des combats. « De tels moments éteignent dans un peuple les égoïsmes des individus, y embrasent l'esprit de sacrifice, en font jaillir à flot le courage, en faisant sentir à tous que nul ne vaut en dehors de la patrie »⁴⁴³. « Au moment où je vous écris », lit-on encore, « tous les cœurs français n'ont pas de peine à se trouver unis dans la même pensée, dans la même résolution et dans la même espérance. Mieux que tous les discours, les événements de ces jours-ci nous montrent quel est l'enjeu de ces années inouïes, et qu'il est nécessaire d'élever son âme à la hauteur d'épreuves telles que la Patrie et l'Humanité n'en ont point encore connues de si formidables »⁴⁴⁴.

⁴³⁸ *Archives israélites*, 27 août 1914.

⁴³⁹ Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., p. 246.

⁴⁴⁰ Maurice Barrès, *Les diverses familles spirituelles de la France*, Paris : Emile-Paul frères, 1917. L'ouvrage sera réimprimé chez Plon en 1930 augmenté d'une préface de Philippe Barrès.

⁴⁴¹ Philippe Landau, *Les Juifs de France et la Grande Guerre*, op. cit., p. 22.

⁴⁴² 18 juillet 1917. Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., p. 245.

⁴⁴³ *LNC I*, p. 90. Lettre du 14 septembre 1914.

⁴⁴⁴ *LNC I*, p. 416. Lettre du 16 juillet 1918.

Si ce n'est pas dans le cadre de l'Union sacrée que de Gaulle se tourna vers les Juifs, qu'il ne fréquenterait guère avant plusieurs années de là, il faut noter chez lui, comme chez tous, le véritable moment de grâce que la perspective de la guerre semble créer. Une expérience qui ne le quitterait pas. L'intégration par le sang versé reste pour le gaullisme un événement fondateur, comme pour bon nombre de Français.

Un rapport de police, décrivant une conférence patriotique du député Camille Dreyfus au début des années 1890, note : « des participants lui ayant reproché de n'être pas Français, il répond qu'en 1870, il a défendu la France qui est sa patrie tandis que Drumont n'en a pas fait autant »⁴⁴⁵. L'argumentation, qui resurgit comme un leitmotiv chez les Juifs patriotes (en France comme en Allemagne, du reste) lorsqu'ils se voient dénier le droit de cité, ne fonctionnera pas toujours avec la même efficacité. Il est intéressant de noter, cependant, qu'elle satisfera toujours le gaullisme. On en voit un avatar alors que Pierre Tissier, seul membre du Conseil d'Etat à avoir gagné Londres en 1940, mais qui ne se fait pas remarquer par son ouverture d'esprit, refuse obstinément d'ouvrir les rangs à Georges Boris, qui a, de son côté, dirigé le cabinet de Léon Blum, de Gaulle tempête :

M. Boris est peut-être juif, partisan de Léon Blum et bien d'autres choses encore. Moi, je ne vois qu'une chose, que c'est un Français qui s'est engagé pour se battre à cinquante-deux ans, qui a fait la campagne de Flandre et qui veut se joindre à nous pour continuer à lutter pour la France. Cela me suffit. Je ne connais pas de différence de race et d'opinions politiques entre nous, je ne connais que deux catégories de Français, ceux qui font leur devoir et ceux qui ne le font pas.

M. Boris fait son devoir, il a sa place ici. C'est la dernière fois que je veux entendre des remarques de ce genre.⁴⁴⁶

De Gaulle se situe là. L'Union sacrée réussira toujours, pour lui, à écarter Drumont, et à faire converger Barrès avec les « fous de la République » dans une osmose aussi imprévisible que bienvenue. Mais le tableau idyllique, comme celui du « départ des poilus » d'Albert Herter exposé dans le hall de la Gare de l'est, à Paris, masque pourtant bien des malentendus. Ces mêmes malentendus qui ressurgiront en 1940 entre ce que de Gaulle nommera alors la « France des cathédrales » – la sienne, qui prône un militarisme axé sur l'imaginaire des quarante rois qui firent la France – et la « France des synagogues »⁴⁴⁷ : bien davantage indexée sur le souvenir des Lumières et de l'émancipation, c'est-à-dire alliant au désir de voir triompher la France la manifestation d'une dignité retrouvée, ou comme on le disait non sans

⁴⁴⁵ Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., p. 241.

⁴⁴⁶ André Weil-Curiel, *Le temps de la honte – I. Le jour se lève à Londres*, Paris : Editions du Myrte, 1944, p. 318.

⁴⁴⁷ Daniel Amson, *De Gaulle et Israël*, op. cit., p. 35.

ambiguïté le XVIII^e siècle⁴⁴⁸, le sentiment d'une « régénération »⁴⁴⁹. Régénération, contre « redressement » national⁴⁵⁰. Deux mythes, deux récits, deux conceptions distinctes.

En 1914, et jusque dans les années 1920, une unité s'est créée autour de la III^e République, qui réussit à triompher de ses ennemis. Elle y a trouvé une légitimité que le parlementarisme, pour Charles de Gaulle comme pour beaucoup, avait été bien en peine de lui donner. La victoire militaire va lui donner les moyens d'achever la refonte en profondeur de la culture politique française entamée avec un demi-siècle plus tôt. Refonte réelle, car jamais plus le pays ne doutera de son avenir républicain ; et néanmoins partielle et imparfaite. Moins d'une génération plus tard, les Juifs se retrouveront une fois de plus exclus de la communauté des Français. Une évolution dont Charles de Gaulle, capitalisant sur cette première expérience de la nation en armes, saura se tenir éloigné.

II. 5. La crise de la modernité européenne

L'entre-deux-guerres peut être regardée à bien des égards comme le moment d'une lente mais irrémédiable décomposition de l'Union sacrée. La République, première victime de cette évolution, en fut aussi partiellement responsable. Entre 1918 et 1940, la Chambre des députés devait composer un total de 46 gouvernements, triste record qui ne fut pas pour rien dans ce climat de crise constante, latente ou déclarée, d'où ressurgirent bientôt tous les anciens clivages – au premier rang desquels ceux impliquant les Juifs.

Si les choses purent en arriver là, c'est que la Première Guerre mondiale, indéniablement remportée sur les plans militaire et politique, avait eu un impact plus contrasté sur le plan social. Bien que « sacrée », l'union était de circonstance ; elle devait donc disparaître une fois le danger écarté, avec d'autant plus d'empressement que le souvenir des combats, bientôt aiguillonné par une crise économique sans précédent, allait favoriser un grand retour du refoulé. Pendant une quinzaine d'années, ceux qui avaient survécu aux tranchées virent apparaître le vrai visage du conflit au rythme de la publication des grands romans de guerre, faisant tomber par pans entiers le récit national. Un des derniers mais non des moindres, le *Voyage au bout de la nuit*, consacrait en 1932 l'avènement d'un talent littéraire indiscutable mais tout autant problématique. Car sous la plume ravageuse de Céline l'union n'a plus sa place. Et c'est dans ce contexte que, comme de l'autre côté du Rhin, la passion antisémite allait opérer un grand retour, appuyée sur cette part non négligeable de la

⁴⁴⁸ Ce terme ambigu avait fait son apparition dans les années 1780, au moment où les Lumières françaises se posaient la question de savoir « comment rendre les Juifs plus utiles et plus heureux ». Bien que critiqué dès cette époque, il sera généralement perçu comme un élément positif qu'on retrouvera même comme un élément du sionisme. Voir Zalkind Hourwitz, *Apologie des Juifs* (1789), Paris : Syllepses, 2001.

⁴⁴⁹ Pierre Birnbaum, *Les fous de la République*, op. cit., p. 238

⁴⁵⁰ Allocution radio-télévisée du 16 septembre 1959.

société que constituent alors les anciens combattants, véritable matrice du fascisme, poussant l'Europe, par bellicisme tout comme par pacifisme, vers un nouveau conflit.

Les grandes étapes de cette évolution se lisent aujourd'hui si clairement qu'elles prennent rétrospectivement l'allure de la fatalité. Leur mise en place presque mécanique dans un contexte difficile n'aurait pas été possible sans cette ambiguïté qui prévalait au lendemain de la Grande Guerre. « Sur dix Français », écrit un écrivain antisémite qui saura bifurquer à temps vers le gaullisme, Georges Batault, « il y en a neuf qui sont antisémites par instinct, sinon par raison, mais il n'en est pas un sur mille qui le proclame publiquement »⁴⁵¹. On peut se demander où se situe le commandant de Gaulle lui-même dans ce tableau sans concession, lui qu'on a vu, au sortir d'une éducation nationaliste, catholique et monarchiste, se positionner assez près du maurrassisme ? Est-il déjà « gaulliste » ? A-t-il les traits de la maturité ?

Manifestement pas, même si les éléments de première main ne sont pas légion. Une lettre écrite à sa mère la veille du réveillon de Noël 1915 montre ainsi que l'armée et l'Église conditionnent encore, en ce temps, une part importante de ses positions intellectuelles et citoyennes.

Le Parlement devient de plus en plus odieux et bête. Les ministres ont littéralement toutes leurs journées prises par les séances de la Chambre, du Sénat, ou de leurs commissions, la préparation des réponses qu'ils vont avoir à faire, la lecture des requêtes ou des injonctions les plus saugrenues du premier marchand de vins venu que la politique a changé en député. Ils ne pourraient absolument pas, même s'ils le voulaient, trouver le temps d'administrer leur département, ou l'autorité voulue pour galvaniser leurs subordonnés. Nous serons vainqueurs, dès que nous aurons balayé cette racaille, et il n'y a pas un Français qui n'en hurlerait de joie, les combattants en particulier. Du reste l'idée est en marche, et je serais fort surpris que ce régime survive à la guerre.⁴⁵²

On aurait tort de voir derrière un tel propos – un autre, à quelques jours de là, dénonce encore « l'extrême et irrémédiable infériorité de notre régime républicain-parlementaire »⁴⁵³ – un coup de gueule passager, préfigurateur des fameux « coups de blues Général »⁴⁵⁴, poussé ici par un homme qu'on devine aisément éprouvé par les combats. Un simple aperçu des développements à venir montre que la méfiance envers le parlement et les partis demeurera une caractéristique constante du gaullisme. Preuve que le contexte politique et social qui prévalait dans sa jeunesse laissera sur sa pensée une profonde empreinte.

⁴⁵¹ Ralph Schor, *L'Antisémitisme en France*, op. cit., p. 22.

⁴⁵² *LNC I*, p. 231.

⁴⁵³ Lettre à son père, du 31 décembre 1915. *LNC I*, p. 237.

⁴⁵⁴ Christine Clerc, « *Tout est fichu !* » *Les coups de blues du Général*, Paris : Albin Michel, 2014.

II. 6. Action et réaction

La chose est délicate à avancer, elle est pourtant suffisamment documentée. On trouve chez Charles de Gaulle, depuis la guerre jusqu'au milieu des années 1930, ce qu'il faut bien nommer une tentation fasciste. Tentation qu'il faut encore nuancer, étayer, considérer dans son contexte car elle est concurrencée par d'autres considérations : de Gaulle ayant une formation humaniste et n'étant pas, sur un plan personnel, adepte des simplifications abusives – mais qui n'en est pas moins là. Un texte pourtant tardif, publié en décembre 1933, année qui avait vu la nomination de Hitler à la chancellerie et le vote des pleins pouvoirs, en porte témoignage :

Certaines apparences, il est vrai, et aussi quelque parti pris, ont pu, pendant les récentes années, dissimuler à l'opinion les mérites des professionnels [militaires] et la valeur de leurs services. Il semble que les événements doivent, au contraire, les mettre prochainement en pleine lumière. Sous la rafale du vent d'Est, la France vient de tressaillir d'un frisson qu'elle connaît bien. Si l'état présent de l'organisation de la paix ne peut lui assurer la garantie de sa protection, force lui sera de la demander aux armes.

Ce court développement agrmente un traité consacré au métier militaire commandé par la revue jésuite des *Etudes* à l'officier quadragénaire. Il peut paraître assez banal, si l'on comprend que l'état d'urgence exige ordinairement, pour faire face au danger, une suspension des libertés. La suite va cependant beaucoup plus loin :

Au reste, tout se tient, et tandis que les événements vont accroître le rôle statique et, peut-être, un jour, hélas ! dynamique de l'armée, d'autre part, l'évolution générale le met en frappante harmonie avec les tendances de l'époque. Ce que l'ordre militaire avait perdu d'attrait public et de crédit officiel, il est en train de le regagner au décuple par des voies indirectes ou, comme on dit au billard, « par la bande ». En effet, les conditions de la vie, par suite les mœurs, bientôt les lois, reportent sur le groupement, l'obligation et l'autorité, la faveur qui, récemment encore, allait à l'individu, à ses droits, à son indépendance. Une société qui se forme en syndicats, sinon en faisceaux, qui accepte les « pleins pouvoirs », qui travaille en séries, sur tarifs, d'après gabarits, qui veut des costumes, des prix, des écoles uniques, n'a plus rien de contradictoire avec les corps de troupe, la rigueur des rangs, les consignes et l'uniforme. Bien mieux, à voir tayloriser l'industrie, diriger l'économie, embrigader les opinions, à constater que, par le monde entier, rien ne plaît à la jeunesse plus que de se former en troupes, de subir une rude discipline, de marcher au pas cadencé, on inclinerait à penser que le type militaire d'organisation est en train de devenir le symbole des temps nouveaux. Mille signes marquent, en tout cas, que la profession des

armes a commencé de dépouiller ce tour étrange, parfois anachronique, qui, moralement, l'isolait parmi les contemporains.⁴⁵⁵

L'article est aussitôt répercuté par *La Croix*, qui en reproduit le passage le plus frappant : « le type militaire d'organisation est en train de devenir le symbole des temps nouveaux »⁴⁵⁶. Justification de l'autoritarisme par la modernité, convergence de la société technologique et industrielle avec une esthétique de l'ordre, nécessité vitale de la rapidité et de la prise de décision : la confusion d'analyse à laquelle s'adonne ici de Gaulle sur l'évolution des sociétés occidentales est bien celle qu'assument tous les fascistes d'Europe, comme l'a si bien illustré Kazuo Ishiguro dans son roman *Les vestiges du jour*⁴⁵⁷.

« Mauvais procès », affirme Eric Roussel. « L'article s'inscrit dans la perspective d'une défense nationale "totale" et ne s'appuie pas sur le seul exemple italien »⁴⁵⁸. Un postulat qui semble avoir surtout pour but d'éloigner les soupçons de connivences avec la Cagoule, dont il est vrai que ses détracteurs – après Henri de Kérillis, compagnon défroqué – l'accuseront trop facilement par la suite⁴⁵⁹. De Gaulle, qui cultive le champ large et la hauteur de vue, n'envisage aucun coup d'Etat, pas plus qu'il ne souscrit personnellement à l'engagement partisan. Cela ne veut pas dire qu'il méprise l'expérience italienne comme il le fait savoir un mois plus tard : « le régime fasciste permet aux Pouvoirs publics de tirer des ressources existantes, sans réserve ni ménagements tout ce qu'elles peuvent donner. L'impérieuse subordination des intérêts particuliers à ceux de l'Etat, la discipline existée et obtenue de tous, la coordination imposée aux divers départements par l'action personnelle du "Duce", enfin cette sorte d'exaltation latent entretenue dans le peuple par le fascisme pour tout ce qui concerne la grandeur de la patrie, favorisent à l'extrême les mesure de défense nationale ».⁴⁶⁰

Certes, tempère de Gaulle, « les efforts tentés dans un pays libre peuvent, eux aussi, n'être pas vains »⁴⁶¹. Mais ce ressaisissement tardif ne touche pas le fond de la sensibilité gaullienne qui restera toujours plus romantique que rationnelle – ou raisonnable, si l'on veut, dans un second mouvement, ce qui est la définition même d'une tentation. Il serait ainsi absurde d'ignorer qu'il a vibré au bruit du pas cadencé qui secouait alors l'Europe, lui qui un an plus tôt dédiait un brillant ouvrage à « l'élite militaire » (« en attendant la gloire ») et magnifiait la force entre envolées lyriques et réminiscences hégéliennes :

⁴⁵⁵ Charles de Gaulle, *Métier militaire*, *Etudes* 1933 (n°217), repris dans *FE*, pp. 787-788.

⁴⁵⁶ *La Croix*, 22 décembre 1933.

⁴⁵⁷ Kazuo Ishiguro, *Les vestiges du jour*, Paris : Presses de la Renaissance, 1990.

⁴⁵⁸ Eric Roussel, *Charles de Gaulle, op. cit.*, p. 57.

⁴⁵⁹ La Cagoule est un mouvement terroriste, fasciste et antisémite fondé par des dissidents de l'Action Française dans les années 1930.

⁴⁶⁰ Mobilisation économique à l'étranger, *Revue militaire française*, 1^{er} janvier 1934, repris dans *FE*, p. 537.

⁴⁶¹ *Ibid.*, p. 542.

Sans la force, en effet, pourrait-on concevoir la vie ? Qu'on empêche de naître, qu'on stérilise les esprits, qu'on glace les âmes, qu'on endorme les besoins, alors, sans doute, la force disparaîtra d'un monde immobile. Sinon, rien ne fera qu'elle ne demeure indispensable. Recours de la pensée, instrument de l'action, condition du mouvement, il faut cette accoucheuse pour tirer au jour le progrès. Pavois des maîtres, rempart des trônes bélier des révolutions, on lui doit tour à tour l'ordre et la liberté. Berceau des cités, sceptre des empires, fossoyeurs de décadences, la force fait la loi aux peuples et leur règle leur destin.⁴⁶²

Au reste, la méprise concernant Mussolini fut une chose relativement répandue dans les premières années du fascisme, comme est venu le rappeler dans les années 2010 un débat fort médiocre impliquant Sigmund Freud⁴⁶³. Maurras lui aussi ne devait pas manquer, plus proche de notre sujet, de porter un intérêt marqué pour les événements d'Italie.

Qui est Charles de Gaulle, au moment où le nazisme s'impose ? Il vient de passer les années 1920 sous l'influence de son ancien colonel d'Arras, Philippe Pétain, qui l'a appelé à son cabinet en 1925 (il brigue alors un fauteuil à l'Académie française) pour rédiger ce qui deviendra bien plus tard *La France et son armée*. Le Maréchal, qui admire sa mémoire et son style, et agit en retour comme le bon génie de sa carrière commençante. Connaissant le tempérament indocile de son jeune protégé, régulièrement en souffrance avec sa hiérarchie, il fait modifier ses notes à la sortie de l'École de guerre en 1924, organise à son intention une série de conférences devant un parterre de généraux consternés en 1927, le parachute six mois plus tard à Trèves au mépris de tous les usages. Années privilégiées pendant lesquelles de Gaulle jouira – non sans orgueil – de se trouver sous le couvert de « la maison Pétain ». Il vantera publiquement les mérites d'un « patron »⁴⁶⁴ qu'il revendique comme modèle et dont il fera officieusement le parrain de son fils⁴⁶⁵.

Or le Maréchal ne saurait être décrit comme un démocrate. Modérément inscrit en politique, il est en revanche doté de vues fermement établies, « déteste les parlementaires, les partis » et « aussi les journalistes », tout en se montrant admirablement « indifférent à la forme du régime » pourvu qu'il n'y ait qu'un seul pouvoir en haut tant pour l'Etat que pour le gouvernement⁴⁶⁶. Sans être encore l'homme de la Révolution nationale, et bien que cultivant certaines amitiés juives, n'est déjà plus l'officier hors-norme qu'il a été pendant l'Affaire

⁴⁶² *FE*, pp. 146-147.

⁴⁶³ Michel Onfray, *Le crépuscule d'une idole. L'affabulation freudienne*, Paris : Grasset, 2010.

⁴⁶⁴ Jean-Raymond Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, *op. cit.*, p. 100. Tournoux relève, après une infraction du règlement et une menace de « quinze jours d'arrêts », cette réponse de de Gaulle : « Vous verrez. Tout s'apaisera car j'appartiens à la maison Pétain » (*Ibid.*, p. 127).

⁴⁶⁵ Le 4 février 1945, de Gaulle affirmera à Claude Mauriac qu'il s'agit là d'un « bobard » (*Aimer de Gaulle*, *op. cit.*, p. 144). Il est vrai que ce « parrainage laïque » n'avait rien d'officiel. La chambre de son fils, note Jean-Raymond Tournoux, exposait une photo du vainqueur de Verdun avec cette dédicace : « A mon jeune ami Philippe de Gaulle, en lui souhaitant de réunir dans la vie toutes les qualités et tous les dons de son père. Affectueusement, Philippe Pétain ». Jean-Raymond Tournoux, *Pétain et de Gaulle*, *op. cit.*, p. 101.

⁴⁶⁶ *Ibid.*, pp. 164-165.

Dreyfus ou pendant la Grande Guerre. Il n'a plus rien de ces géniales audaces alliées à une prudence bonhomme qui ont forgé sa gloire. Beaucoup de ses contacts penchent désormais très à droite, incluant plusieurs « cagouleurs » comme le colonel Groussard, Gabriel Jeantet, Raphaël Alibert, ou encore le commandant Loustaunau-Lacau, condisciple de Charles de Gaulle à l'École de guerre. Ce dernier prendra également sa suite à l'État-major du Maréchal en 1934 où il animera le réseau « Corvignolles », chargé de détecter et de disperser les éléments communistes au sein de l'armée⁴⁶⁷.

Bref, jusqu'au milieu des années 1930, l'entre-deux-guerres est le théâtre d'une effervescence d'idées et d'expérimentations équivoques qui ne laisse pas de Gaulle indifférent. Ce qui n'est pas toujours pour le servir, si l'on connaît la réputation d'apprenti dictateur qu'il traînera, au bas mot, jusqu'en 1968⁴⁶⁸. Bien avant Cohn-Bendit, avant même Roosevelt et Alexis Léger (Saint-John Perse) pendant la guerre, Paul-Boncour⁴⁶⁹ et toute la gauche des années 1930 resteront persuadés que l'armée de métier que préconise de Gaulle n'est qu'« une armée de coup d'État »⁴⁷⁰.

Tout cela bien compris, les éléments sont suffisamment probants pour signaler dans cet article de 1933, sous le drapé du style (ce qui n'arrange rien), que Charles de Gaulle, avant le milieu des années 1930, apparaît bien plus comme un officier réactionnaire que comme le futur opposant au régime de Vichy.

Dès lors on est amené à se demander, encore une fois, si son point de vue sur les Juifs correspond lui aussi à cette image, si cette tendance réactionnaire observée en politique s'étend jusqu'au domaine social.

II. 7. Entre Diamant-Berger et Toukhatchevski

Revenons quelques années en arrière. Sorti de Saint-Cyr en 1912, le lieutenant de Gaulle est affecté au 33^e Régiment d'Infanterie d'Arras. Dès les premiers jours d'août 1914, il est conduit sur le territoire belge où en vertu du plan Schlieffen, l'armée allemande a pénétré. Le baptême du feu sera court, mais intense. Immédiatement blessé, de Gaulle est évacué vers Paris et Lyon, et doit attendre l'automne avant de rejoindre son régiment.

L'année 1915 s'annonce sous de meilleurs auspices, avec la Croix de guerre et un troisième galon. Très vite, cependant, le capitaine de Gaulle est atteint par une seconde blessure. Hospitalisé, il est de retour en juin et affecté auprès de son colonel, enfin à la tête d'une compagnie, à Verdun en 1916, où il reçoit sa troisième et dernière blessure. Porté

⁴⁶⁷ Georges Loustaunau-Lacau, *Mémoires d'un Français rebelle*, Paris : Robert Laffont, 1948.

⁴⁶⁸ Henri de Kerillis, *De Gaulle dictateur*, Montréal : Librairie Beauchemin, 1945.

⁴⁶⁹ Joseph Paul-Boncour (1873-1972), homme politique socialiste, fut ministre et Président du Conseil de la III^e République pendant les années 1930.

⁴⁷⁰ Jean Auburtin, *Le colonel de Gaulle, op. cit.*, p. 85.

disparu, conduit en Allemagne, Charles de Gaulle va passer dans les prisons allemandes tout le restant de la guerre.

Trois fois blessé : il y a objectivement de quoi bénir sa destinée. Cette période sera pourtant vécue comme un fâcheux contretemps, voire une humiliation, dans le cours d'une carrière qu'il avait été rêvée plus grandiose. « Dans mon lamentable exil », écrit-il à son père en 1916⁴⁷¹ ; deux ans plus tard : « dans mon abominable situation présente »⁴⁷². Cette première traversée du désert, outre qu'elle permettra accessoirement au futur chef de l'Etat – ce qui n'est pas rien quand on songe au sort que connurent deux de ses maîtres à penser de l'époque, Péguy et Psichari, fauchés dès 1914 – de demeurer vivant, lui permettra aussi réfléchir beaucoup, ce dont témoignent ses carnets personnels. De Gaulle, soldat, n'en gardera pas moins la guerre durant l'espoir de retourner au front, et commettra à cette fin plusieurs tentatives d'évasion dont certaines le mèneront assez loin sur les routes d'Allemagne, mais d'où il sera invariablement repris, mis aux arrêts, et le plus souvent changé de résidence. Pas moins de dix internements successifs pour ce soldat turbulent.

C'est dans l'un de ceux-ci, en une époque où comme on l'a vu, les Français communient toutes dénominations confondues dans le culte de la patrie, que l'ancien élève des jésuites va côtoyer celui qui fut probablement le premier Juif rencontré sur son parcours (en tout cas le premier dont on ait témoignage), Marcel Diamant-Berger, interné à ses côtés au fort IX d'Ingolstadt. Diamant-Berger descend d'une famille de diamantaires roumains, devenus médecins, puis hommes de lettres et d'écran (André Gillois, qui joindra la France Libre en 1942, ne sera autre que son frère). Avec de Gaulle, Diamant-Berger fait alors partie de cette « crème des cerveaux irréductibles et des cerveaux brûlés »⁴⁷³, en majorité des officiers français « insubordonnés et plus exigeants que les officiers des autres nationalités »⁴⁷⁴, que le ministère allemand a eu la mauvaise inspiration de concentrer en un endroit, transformant le fort IX en véritable « académie d'évasion » au grand regret de son personnel. Faute de pouvoir mener l'assaut, le capitaine de Gaulle entend bien exercer là ses talents : « un séjour au Fort IX était l'équivalent d'une citation à l'ordre de l'Armée » se souviendra Diamant-Berger. « Tout le monde savait même, dans tous les camps d'officiers, qu'un jeune capitaine Charles de Gaulle y faisait des cours d'évasion ; avec méthode, il interrogeait les nouveaux arrivés, prenait des notes et, dans son cours, faisait des croquis à la craie sur la porte de fer d'une caponnière, sous le regard incompréhensif des sentinelles »⁴⁷⁵.

Une lettre à son ancien compagnon d'infortune écrite quelques semaines avant sa mort montre que Charles de Gaulle garda le souvenir de cet épisode :

⁴⁷¹ Lettre du 15 juillet 1916. *LNC I*, p. 263.

⁴⁷² Lettre du 16 juillet 1918. *LNC I*, p. 416.

⁴⁷³ Frédérique Neau-Dufour, *La Première Guerre de Charles de Gaulle*, op. cit. p. 219.

⁴⁷⁴ *Ibid.*, p. 220.

⁴⁷⁵ Marcel Diamant-Berger, *Le capitaine de Gaulle et l'expérience de la captivité*, *Espoir*, 1976 (n°14).

Le 18 août 1970

Mon cher Diamant-Berger,

C'est avec une profonde émotion que j'avais appris la mort du chanoine Michel, notre ancien camarade de captivité au Fort IX. Aussi, ai-je été très touché de ce que vous avez eu la délicate pensée de m'écrire à son sujet.

Vous savez que je ne reçois personne actuellement. Mais je ne vous oublie pas et vous pouvez être certain que je lirai avec intérêt votre livre sur le « Masque de Fer » quand il paraîtra.

Veuillez croire, mon cher Diamant-Berger, à mes sentiments bien cordiaux.

C. de Gaulle⁴⁷⁶

Contrairement à de Gaulle, Diamant-Berger réussira son évasion avec le commandant de Goÿs qui l'avait pris à ses côtés pour sa maîtrise de la langue allemande⁴⁷⁷. Une évasion « plusieurs fois racontée, notamment dans “Évasions d'aviateurs” et dans “Les Revenants” »⁴⁷⁸. Elle servira aussi de base au film de Jean Renoir *La grande illusion*.

Cependant de Gaulle, locataire de la chambre 13, a moins l'occasion de fréquenter Diamant-Berger que d'autres hommes avec qui il gardera par la suite des relations plus suivies, comme Georges Catroux, futur spécialiste de l'orient dans la France Libre, ainsi qu'un personnage digne d'un roman russe, Mikhaïl Toukhatchevski, homme de la petite noblesse désargentée qui passera généralissime de l'Armée rouge avant de terminer sa vie sur la roche tarpéienne des purges staliniennes.

La « figure » de Toukhatchevski, affirme Frédérique Neau-Dufour dans une étude fournie sur ces années de guerre qui n'exclut pas l'hagiographie, « rappelle celle de Charles de Gaulle ». Cela reste à voir. Car le hobereau est doté d'un antisémitisme solidement chevillé et n'hésite pas à faire appel aux pires poncifs des *Protocoles des Sages de Sion* (ouvrage, rappelons-le, de facture russe) dès que l'occasion lui en est donnée. « Les juifs nous ont apporté le christianisme », proclame-t-il dans une tirade où pointe déjà son communisme naissant. « Et c'en est déjà assez pour les haïr. Et puis, ils sont d'une race basse. Je ne parle pas des dangers qu'ils ont fait courir à mon pays. Vous ne pouvez comprendre cela, vous autres Français pour qui l'égalité est un dogme. Le juif est un chien, fils de chien, qui sème ses puces dans tous les pays. C'est lui qui a le plus contribué à nous inoculer la peste de la civilisation et qui voudrait nous donner sa morale, la morale de l'argent, du capital »⁴⁷⁹.

Drôle de milieu, où le tenant de pareilles conceptions peut participer ensuite à un « conseil de guerre »⁴⁸⁰ à trois, avec de Gaulle et Diamant-Berger, pour envisager de nouvelles

⁴⁷⁶ *Ibid.*

⁴⁷⁷ Marcel Diamant-Berger, *Mon évasion d'Allemagne avec le Commandant de Goÿs*, Paris : Les carnets de route célèbres, 1934.

⁴⁷⁸ Marcel Diamant-Berger, *Le capitaine de Gaulle et l'expérience de la captivité*, *op. cit.*

⁴⁷⁹ Pierre Fervacque, *Le chef de l'armée rouge Michail Toukatchevski*, Paris : Fasquelle, 1928, p. 24.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, p. 238.

modalités d'évasion. Plus que tout autre moment de l'histoire, la guerre met en avant les contradictions intrinsèques aux sociétés humaines.

Pour ce qui est de la position du capitaine de Gaulle vis-à-vis des Juifs, à cette époque, celle-ci n'apparaît pas fixée. Ni hostile par doctrine, ni favorable en raison de son éducation et faute de connaissances réelles sur la question, il en est encore à peu près, à cette date, au point où étaient ses parents et grands-parents : c'est-à-dire un esprit évoluant loin de cette question, assez intelligent pour comprendre son ignorance, aussi curieux des rares spécimens hébraïques qu'il pourra côtoyer que méfiant vis-à-vis des discours contradictoires qui circulent alors à leur sujet. Attendant de voir pour croire, de Gaulle observe les événements à distance, exerçant son libre arbitre à l'abri d'un glacis de connaissances préconçues et de poncifs intégrés de bonne heure.

S'il n'a pas laissé d'écrits spécifiques à ce sujet, ceux de son frère Jacques, conservés aux archives de la Fondation Charles de Gaulle, peuvent nous faire approcher un état d'esprit proche du sien.

La première chose qui en ressort, c'est qu'en digne descendant de sa famille Jacques de Gaulle sait allier au catholicisme le plus sincère et au patriotisme le plus ardent, une ouverture d'esprit parfaitement estimable. Visitant Szabadka (aujourd'hui Subotica, en Serbie, alors sous administration austro-hongroise), il n'hésite pas à ranger ensemble « catholique et Juifs » parmi la population hongroise de la ville⁴⁸¹. Tout comme à Salonique, il loue l'Alliance Israélite Universelle comme un des vecteurs qui « répandent le nom français et le prestige de notre pays »⁴⁸². Enfin, la description anecdotique qu'il laisse de la rencontre avec un certain « commandant Dreyfus » – dont rien n'indique qu'il ne le prend pas pour le protagoniste de l'Affaire alors que sa simple description (« un petit homme tout noir de barbe, comme de cheveux, avec quelques poils blancs ») montre à l'évidence le contraire – achève de l'éloigner de l'antisémitisme proprement dit⁴⁸³.

Et l'on peut considérer après tout que la réaction, voire le fascisme dans le cas italien, n'impliquèrent pas systématiquement l'antisémitisme. C'est ce qu'a illustré pour le public un roman de Giorgio Bassani, *Le jardin des Finzi-Contini*, à travers la description du milieu juif de Ferrare, dont une partie adhéra au parti de Mussolini jusqu'à une date fort avancée. Cependant leur déportation finale, décrite dans le même ouvrage, gage de la naïveté de leur engagement bien plus que d'une compabilité de fait, montre que la chose ne va certainement pas de soi⁴⁸⁴.

⁴⁸¹ « La population de la ville est en générale Hongroise (catholiques et juifs) ». Jacques de Gaulle, *Souvenirs de guerre du Capitaine d'Artillerie Jacques de Gaulle : Curlu – Somme – Verdun – Compiègne – Orient*, exemplaire tapuscrit conservé à la fondation Charles de Gaulle, p. 146.

⁴⁸² *Ibid.*, p. 138.

⁴⁸³ *Ibid.*, p. 63.

⁴⁸⁴ Giorgio Bassani, *Le jardin des Finzi-Contini*, Paris : Gallimard, 1964.

Et si la relation de guerre laissée par Jacques de Gaulle évite à l'évidence de donner dans les bas sentiments, la correspondance privée du même homme trouve à l'occasion d'autres mots pour qualifier les mêmes événements. Envoyé en Orient à la toute fin du conflit, Jacques de Gaulle se compare plusieurs fois au « juif errant » : preuve que les clichés ne sont jamais loin. Ceux-ci éclatent au grand jour lorsque sa colère – fût-elle juste – s'en prend au journaliste Marcel Hutin (Marcel Hirsch), qui devient alors sous sa plume, comme dans les pages de *L'Action française*, le « juif Hirsch »⁴⁸⁵, soudain paré de tous les attributs que les antisémites patentés attribuent communément aux adeptes de la religion mosaïque :

J'avoue que je suis peiné de voir l'ardeur patriotique des Français s'abaisser dans des petites indignes de nous. Il me semble réellement bien mesquin, parce que les Allemands sont d'ignobles brutes, de voir tout le monde dénigrer ou insulter certains Allemands auxquels tout le monde reconnaissait il y a trois mois du talent, de la valeur, voire du génie. Est-ce une raison, mon Dieu, parce que des crapauds haineux et pustuleux ont bavé sur la cathédrale de Reims, pour déclarer que Wagner n'est qu'un charlatan et Kant un cuistre ? (...) Tenez, une chose que je ne peux pas lire sans bondir d'exaspération est le « bulletin » de cet ignoble juif de Marcel Hutin alias Hirsch. Payé grassement pour pondre chaque jour un article réconfortant, il rassemble toutes les dépêches reçues depuis 24 heures ; il y ajoute le communiqué officiel ; il arrose le tout de son propre jus pour en faire la sauce ; il y met beaucoup de poivre, des cornichons, des pickles et voilà un plat patriotique. Du reste il ne comprend absolument rien à ce qu'il écrit ; j'en ai la preuve parce que je sais de la situation dans les environs de Nancy notamment.⁴⁸⁶

Charles de Gaulle était-il lui aussi à même de tenir, en privé, pareilles déclarations ? La chose, pour les années de guerre, n'est pas documentée. Il va en être tout autrement au tournant des années 1920, lorsqu'il sera envoyé dans ce qui était encore avant-guerre le cœur démographique du judaïsme mondial : la Pologne.

⁴⁸⁵ *L'Action française*, 18 octobre 1910 : « le juif Hirsch-Hutin ». L'expression sera aussi utilisée par Paul Feronnet (journaliste pro-nazi, qui sera fusillé en 1945) dans son ouvrage *La guerre juive*, Paris : Editions Baudinière, 1939, p. 51. Marcel Hirsch, dit Hutin, était un pionnier du grand reportage, collaborateur de *L'Echo de Paris*.

⁴⁸⁶ Lettre à sa mère du 29 octobre 1914.